



Coalitions
multi
acteurs:
une méthodologie
d'évaluation

sommaire

1. Introduction et recommandations	3
2. Présentation de la méthodologie	6
2.1 La fiche d'identité de la coalition	7
2.2 La grille d'évaluation de la coalition	9
3. Analyse des trois coalitions sélectionnées pour le rapport	12
3.1 Breakthrough Energy Coalition	13
3.2 Global Alliance for Climate Smart Agriculture	17
3.3 International Solar Alliance	21
4. Conclusion	26
5. Bibliographie	28
6. Annexes	31
6.1 Échanges avec les équipes des trois coalitions	32
6.2 Schéma du rapport <i>Global Warming of 1.5°C</i> concernant les liens entre les Objectifs de Développement Durable et différentes mesures d'atténuation	38
6.3 Tableau du rapport <i>Agroecological approaches and other innovations for sustainable agriculture and food systems that enhance food security and nutrition</i> concernant les différentes caractéristiques des modèles agricoles	41
6.4 Détail de la notation des trois coalitions	43

ABRÉVIATIONS

CCNUCC : Convention Cadre des Nations-Unies sur les Changements Climatiques
CDN : Contributions Déterminées au niveau National
COP : <i>Conferences of Parties</i>
GIEC : Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat
MPGCA : Marrakech Partnership for Global Climate Action
ODD : Objectifs de Développement Durable
ONG : Organisation Non Gouvernementale
ONU : Organisation des Nations-Unies



introduction et
recommandations

2021 a débuté avec de nombreux événements multi-acteurs pour le climat et l'environnement, comme le One Planet Summit, le *Climate Adaptation Summit*, ou encore le *Leaders' Climate Summit* organisé par le Président Joe Biden aux États-Unis. En effet, les coalitions multi-acteurs prennent de plus en plus de place au sein de la gouvernance internationale du climat. Elles sont considérées comme des outils de mise en œuvre, mais aussi de transformation du multilatéralisme traditionnel, comme le montre le lancement des 20 coalitions par le *UN75 Global Governance Forum* à l'occasion des 75 ans de l'Organisation des Nations Unies (ONU)¹. Pourtant, leurs bénéfices et contributions à l'atteinte des objectifs sur le climat sont peu mesurés. En novembre 2020, le Réseau Action Climat-France a publié un état des lieux sur les coalitions multi-acteurs², montrant que malgré les fortes attentes concernant l'ambition et l'impact de ces coalitions, le flou subsiste. En effet, peu de coalitions sont transparentes sur leur gouvernance et peu communiquent leurs résultats de manière tangible. Ce double constat augmente les risques de greenwashing. La COP26 va démarrer une nouvelle phase de mise en œuvre de l'Accord de Paris : les contributions des acteurs non-étatiques, souvent annoncées à travers des coalitions, vont certainement l'influencer. Pour le Réseau Action Climat-France, seule la Convention Cadre des Nations-Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) peut actuellement faire un travail centralisé de suivi et d'évaluation des coalitions multi-acteurs. Sans cet effort de transparence, l'atteinte des objectifs de l'Accord risque d'être fortement compromise. De plus, l'action des coalitions ne peut pas être reconnue si elle n'est pas mesurée et communiquée.

C'est pourquoi le Réseau Action Climat-France souhaite être force de proposition pour améliorer l'évaluation et le suivi des coalitions. Cette publication propose une méthodologie d'évaluation, testée sur trois coalitions : *Breakthrough Energy Coalition*, *Global Alliance for Climate Smart Agriculture* et *International Solar Alliance*. Les noms originaux en anglais seront gardés comme tels dans le texte. Ces coalitions ont été choisies par les membres du Réseau Action Climat-France notamment pour leur appartenance à des secteurs clés pour le climat que sont la production d'énergie et l'efficacité énergétique, ainsi que l'agriculture. Aussi, elles comptent parmi leurs membres des acteurs français de grande influence, comme l'État ou les entreprises Total et Danone.

Recommandations...

... envers la CCNUCC et la communauté des États en général

- Reconnaître la **CCNUCC comme espace de suivi et d'évaluation** de l'impact de l'action climatique mondiale, intégrant les activités des coalitions multi-acteurs.
- Définir le portail *Global Climate Action Portal* comme un **passage obligatoire** pour les coalitions. Ce portail devrait être **mis à jour annuellement** par les coalitions et acteurs, sous peine de voir leur participation aux espaces onusiens "suspendue" jusqu'à l'obtention d'informations actualisées et complètes.
- Mise en place de **critères de sélection** pour les coalitions sur le portail *Global Climate Action Portal*, par exemple l'exclusion des coalitions soutenant directement ou indirectement les énergies fossiles.
- Prise **en compte par les États des données concernant l'action non-étatique** recensées par la CCNUCC et **adaptation de leurs contributions déterminées au niveau national** (CDN) en conséquence, notamment en termes d'objectifs de réduction d'émissions.
- Reconnaître un **mandat officiel** au Secrétariat permanent de la CCNUCC en tant que garant du suivi et de l'évaluation de l'action des coalitions multi-acteurs par les États, ainsi que lui allouer les **ressources humaines et financières** nécessaires pour cela.

... envers le gouvernement français

- **Inciter les coalitions** dont le gouvernement français est membre à **plus de communication et de transparence sur leur gouvernance et leurs résultats**.
- **Se concentrer sur les coalitions transparentes et transformatrices** et se désengager **officiellement** des autres.
- **Soutenir le rôle central d'évaluation du Secrétariat permanent de la CCNUCC** et le défendre auprès des autres États.
- Établir un système d'évaluation robuste au sein du **One Planet Summit d'ici la COP26**. Le récent sommet du 11 janvier 2021 s'est révélé être une occasion à demi manquée, avec l'annonce d'un suivi plus régulier pour les nouvelles coalitions sans plus de précision. Sans ce travail, **le One Planet Summit perdra en crédibilité** face à des espaces multi-acteurs qui commencent à établir des critères de participation, comme la campagne *Race To Zero* en novembre 2020³.

1. Voir les coalitions sur le site suivant : <https://www.platformglobalsecurityjusticegovernance.org/un75-global-forum-partnerships/>

2. Pouget Marine, *Coalitions Multi-acteurs : état des lieux*, Novembre 2020, https://reseauactionclimat.org/wp-content/uploads/2020/11/etatdeslieux_coalitions_reseauactionclimat.pdf

3. Voir sur la feuille de critères intitulée *Defining the "Starting Line" - Minimum criteria required for participation in the Race to Zero campaign* <https://unfccc.int/sites/default/files/resource/Minimum-criteria-for-participation-in-RTZ.pdf>

... envers les trois coalitions sélectionnées

Breakthrough Energy Coalition, Global Alliance for Climate Smart Agriculture et International Solar Alliance

- **Garantir la durabilité** des objectifs et activités des coalitions avec des critères environnementaux, économiques et sociaux.
- **Assurer l'inclusivité des coalitions**, ainsi que **l'équilibre dans la représentativité** de leurs membres entre les différents types d'acteurs et zones géographiques.

- **Communiquer en toute transparence sur la gouvernance** interne des coalitions, et mettre en place un organe de décision inclusif, ainsi que différents outils de gouvernance comme une charte, un plan de travail et un bilan financier.
- **Établir un système de suivi et d'évaluation robuste et transparent**, avec un rapport complet des activités et projets des coalitions et une inscription complète de leurs résultats sur les plateformes onusiennes.

Cette publication propose une méthodologie qui peut être utilisée par les coalitions elles-mêmes et par les espaces multi-acteurs. Cela s'adresse notamment au *Marrakech Partnership for Global Climate Action* (MPGCA), qui travaille entre autres sur le portail *Global Climate Action Portal* au sein de la CCNUCC. D'autres espaces multi-acteurs pourraient s'emparer des propositions de cette publication, tels que le One Planet Summit. Elle a été développée et nourrie par d'autres rapports et institutions faisant ce travail d'évaluation de l'impact des coalitions et des acteurs non-étatiques⁴. **Cette méthodologie ne couvre certainement pas tous les aspects à analyser des coalitions. Il s'agit ici de présenter les critères qui devraient être a minima pris en compte, selon la société civile, pour assurer une évaluation sérieuse des coalitions multi-acteurs. La méthodologie ne prétend pas être parfaite mais peut servir de point de départ pour les espaces multi-acteurs, qui ont accès à plus d'information que la société civile dans ce rapport. Ainsi, ces espaces pourraient mener une évaluation encore plus précise, notamment sur la qualité des impacts des coalitions.** Le Réseau Action Climat-France a tenté d'évaluer les coalitions dans ce rapport qualitativement avec un critère de durabilité. Celui-ci a été défini à partir de standards provenant notamment de rapports du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC).

En plus d'une méthodologie d'évaluation, les espaces multi-acteurs ou les coalitions elles-mêmes devraient solliciter des d'expert.e.s externes pour chaque secteur d'activité (énergie, agriculture etc.) afin de faire une évaluation qualitative complète des projets et activités par coalition. Le CCFD-Terre Solidaire a fait ce travail d'expertise sur une coalition en particulier, DeSIRA⁵. Au-delà des problèmes de transparence, de redevabilité et de représentativité des membres, cette initiative du domaine agricole encourage le développement d'une agriculture industrielle qui contribue peu à la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Cette étude peut aussi servir d'inspiration aux plateformes multi-acteurs pour évaluer leurs coalitions membres.

4. Voir par exemple

- le rapport du Programme des Nations Unies pour l'Environnement *Climate commitments of subnational actors and business: A quantitative assessment of their emission reduction impact*, United Nations Environment Programme (UNEP), Nairobi 2015, https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/9753/-Climate_commitments_of_subnational_actors_and_business_A_quantitative_assessment_of_their_emission_reduction_impacts-2015unep-2015-climate-commitment.pdf?sequence=3&isAllowed=y,

- le rapport de Data-Driven EnviroLab & New Climate, *Accelerating Net Zero : exploring cities, regions, and companies pledges to decarbonize*, édition de 2020 disponible sur le ce lien: https://newclimate.org/wp-content/uploads/2020/09/NewClimate_Accelerating_Net_Zero_Sept2020.pdf,

- le rapport ICAT *Non-State and Subnational Action Guide : Integrating the Impact of Non-State and Subnational Mitigation Actions into National Greenhouse Gas Projections, Targets and Planning*, 2020, <https://ccacoalition.org/es/resources/international-climate-initiatives-%E2%80%93-way-forward-close-emissions-gap-initiatives%E2%80%99-potential>.

D'autres ressources à trouver dans la bibliographie de notre état des lieux sur les coalitions multi-acteurs, https://reseauactionclimat.org/wp-content/uploads/2020/11/etatdeslieux_coalitions_reseauactionclimat.pdf.pdf

5. Jorand Maureen, Castagné Manon, Azoulai, Lorine, DeSIRA : *l'indésirable? Quand des financements publics se mettent au service d'initiatives agricoles opaques*, Janvier 2021, https://ccfd-terresolidaire.org/IMG/pdf/desira_v2.pdf



présentation
de la
méthodologie

1.

**La fiche d'identité
de la coalition**

Cette fiche d'identité permet de cerner les membres d'une coalition, sa thématique et son objectif, ainsi que ses activités. La catégorisation des acteurs membres est alignée sur celle des plateformes onusiennes de recensement : entreprises, banques et institutions financières, collectivités locales (États fédéraux, régions, départements ou villes), États nationaux et les autres types d'acteurs (les organisations non-gouvernementales - ONG, les universités, les Think Tanks, les organisations inter-gouvernementales et internationales). La catégorisation des activités est également inspirée de celle des plateformes onusiennes, avec d'une part l'organisation d'événements d'échanges et de sensibilisation et de l'autre la production d'expertise. Certaines coalitions affichent aussi des activités de communication, notamment des campagnes et d'autres de la bellisation de leurs membres. Certaines communiquent un travail de plaidoyer auprès de gouvernements ou d'investisseurs. Enfin, certaines font de la levée de fonds et mettent en œuvre des projets pilotes, comme le développement de technologies renouvelables par exemple.

	Information
Présentation générale de la coalition	Nom
	Thématique
	Date de création
	Lieu de création
	Zone géographique
	Nombre et types d'acteurs
	Liens avec d'autres coalitions
Objectifs	Intitulé de l'objectif de la coalition
Activités	Échanges et dialogues
	Sensibilisation
	Expertise / Consultation
	Labels
	Plaidoyer
	Campagnes/Déclarations
	Levée de fonds
	Projets
Membres français	Gouvernement
	Régions, départements, villes
	Entreprises
	Autres : société civile, instituts de recherche, think tanks, collectifs de citoyen, universités...

2. Grille d'évaluation de la coalition

Composition de la grille d'évaluation

Cette grille d'évaluation recense et évalue les informations détaillées sur la coalition, afin de pouvoir la noter selon des critères de gouvernance, de suivi et d'évaluation. **Quatre axes d'évaluation ont été identifiés** : la qualité des objectifs et de l'impact de la coalition, l'inclusivité et la représentativité des membres, la transparence et le fonctionnement interne, et enfin le système de suivi et d'évaluation.

Le premier axe évalue la qualité des objectifs (sont-ils quantifiés, et y-a-t-il une temporalité), mais aussi **si la coalition communique, ou non, sur leur atteinte**. Il **intègre également une évaluation qualitative par un critère de durabilité** selon les positions du Réseau Action Climat-France. Par exemple, le travail de la coalition ne doit pas encourager des technologies réduisant les émissions de gaz à effet de serre ayant un impact social, économique et environnemental négatif. Si c'est le cas, le critère de durabilité ne récoltera aucun point.

Le deuxième axe traite de l'inclusivité et de la représentativité de la coalition, en termes de types d'acteurs, mais aussi de géographies. Le Réseau Action Climat-France tente d'évaluer si la **société civile** est représentée (et si c'est le cas, par des organisations internationales et/ou locales), mais aussi d'identifier son rôle. Cet axe abordera également le rôle des **pays en développement** dans la mise en œuvre et la prise de décision.

Le troisième axe évalue le fonctionnement interne de la coalition : le Réseau Action-Climat France a tenté de recenser ses **différents organes**, d'analyser l'accès à **l'information sur les décisions prises et les réunions**. Les bilans financiers, les plans d'actions ou les chartes sont également consultés sur cet axe.

Enfin, **le quatrième axe décortique les processus de suivi et d'évaluation internes de la coalition** : au-delà de la communication par un site web et de l'inscription sur les plateformes de recensement multi-acteurs, le Réseau Action Climat-France a tenté d'identifier **si la coalition communique, et avec quels outils, la totalité de ses activités ainsi que leurs résultats**.

Les sources d'information

Les informations sont relevées à partir des plateformes de recensement *Global Climate Action Portal, Climate Initiatives Platform*, du site du *One Planet Summit*, **ainsi que sur des sites internet et publications des coalitions**. Si les informations entre les plateformes, les sites internet et les publications des coalitions sont contradictoires, cela sera signalé et l'on privilégiera celles issues directement de la coalition. Celles-ci datent du 15 Janvier 2021, sauf les informations qui ont été communiquées pendant les échanges entre le Réseau Action Climat-France et les trois coalitions.

Le Réseau Action Climat-France a contacté les trois coalitions en novembre 2020, résultant en un entretien avec deux d'entre-elles et en un échange par e-mail avec la troisième en début d'année 2021⁶. **Mis à part les informations issues de ces échanges, l'évaluation des coalitions a été réalisée en fonction des informations qu'elles mettent à disposition publiquement** : il s'agit donc d'une évaluation fondée en majeure partie sur leur communication, et secondairement selon des informations internes de fonctionnement.

Le système de notation

Une fois la grille d'évaluation et la fiche d'identité complétées, la coalition sera notée. Pour chaque critère, il y aura 3 types de réponse : Oui, Incomplet, Non. Si les informations sont antérieures à janvier 2019, elles seront considérées comme trop anciennes pour être prises en compte. Le manque d'information sera comptabilisé comme une réponse "Non". **Une note sera donnée pour chaque axe sur 2,5 points, afin d'équilibrer les scores malgré le nombre inégal de critères par axe. La note globale de la coalition sera de 10 points** : 10 points sera considéré comme un score excellent (représenté par quatre étoiles). Jusqu'à 8 points, le score sera considéré comme bon (trois étoiles), jusqu'à 6 comme acceptable (deux étoiles), jusqu'à 4 comme insuffisant (une étoile), et comme médiocre en dessous des 4 points (étoile en pointillés)⁷. **Au sein des axes**, un score total à partir de 2 points sera représenté par une étoile couleur or, un score entre 1 et 2 points par une étoile couleur argent, et en dessous d'un point par une étoile en pointillés.

Enfin, **la notation sera adaptée selon les échanges avec les trois coalitions** : si les informations manquantes demandées par le Réseau Action Climat-France auront été publiées en ligne avant le 1^{er} mars 2021, la notation sera complètement recalculée. Si les informations ne sont pas en ligne mais ont été livrées au complet lors des entretiens, la coalition obtiendra un point bonus sur sa note finale. Si celle-ci n'a pas répondu aux demandes d'échanges ou n'a pu livrer aucune information exploitable, aucun point bonus ne sera délivré et la notation restera inchangée.

6. Voir en annexe A

7. Voir le détail de la notation par coalition en annexe D

Aperçu global de la grille d'évaluation

Axes d'évaluation	Critères pour une gouvernance, un suivi et une évaluation satisfaisants
Objectifs et impacts réels	<p>Objectif quantitatif, avec temporalité</p> <p>Communication sur l'atteinte des objectifs fixés</p> <p>Les activités et objectifs de la coalition sont considérés comme durables : ils n'entraînent pas de conséquences environnementales, sociales ou économiques négatives</p>
Inclusivité	<p>Publication en ligne des membres et de leur rôle dans la coalition</p> <p>Minimum deux types d'acteurs différents représentés parmi les membres</p> <p>Représentation de la société civile</p> <p>Représentation équilibrée des pays développés et en développement</p>
Gouvernance	<p>Tous les organes de la coalition sont visibles et leurs fonctions sont explicites</p> <p>L'organe de décision se réunit au moins une fois par an (ex : Assemblée générale) et ses relevés de décision sont publiés et accessibles publiquement</p> <p>Au minimum, la coalition possède un organe de coordination (avec une équipe propre de soutien), un organe de décision, une charte et un plan de travail. Elle organise des réunions régulières et fournit son bilan financier</p> <p>Les décisions et les notes prises pendant les réunions de la coalition sont accessibles</p> <p>Les informations sur le financement de la coalition et sur l'usage des fonds sont accessibles</p>
Évaluation	<p>La coalition assure sa communication par un site internet</p> <p>La coalition fait état de ses activités et assure le suivi de ses projets. Elle doit livrer les informations suivantes : dates, montant et sources de financement, rapports ou notes de synthèse sur le projet ou l'activité, participant.e.s et/ou bénéficiaires, objectifs et résultats</p> <p>La coalition procure des informations sur l'atteinte de ses objectifs. Elle doit livrer les informations suivantes : résultats atteints par année, impact réel de ses activités (nombres de bénéficiaires, émissions de gaz à effet de serre réduites, nombres d'événements organisés avec nombre de participant.e.s, retombées d'une campagne, nombres de partenaires ayant reçu son label, relevés des rendez-vous institutionnels de plaidoyer), selon ses activités</p> <p>La coalition est inscrite sur au moins une plateforme onusienne, sur laquelle toutes les informations demandées sont renseignées</p>



analyse des
trois coalitions
sélectionnées
pour le rapport

1. Breakthrough Energy Coalition

La coalition Breakthrough Energy Coalition a été créée lors de la COP21 en 2015. Elle rassemble en particulier des investisseurs, des entreprises et une université venant de pays développés. L'objectif ultime est d'atteindre une trajectoire zéro émission nette d'ici 2050. Cette coalition et ses membres misent sur la recherche, l'innovation ainsi que l'investissement dans des technologies permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Les activités concrètes de cette coalition sont peu documentées, de même que ses résultats et son fonctionnement. Dans la présentation de ses activités, elle mentionne la recherche, la levée de fond, le montage de projets pilotes dans le développement de technologies ou encore le plaidoyer. Lors des échanges par mail avec le secrétariat, il a été expliqué que la coalition focalise ses investissements sur certaines régions, notamment au Canada ou bien en Europe⁸.

La coalition a été contactée en novembre 2020, avec une réponse en février 2021. Le secrétariat de la coalition n'a pas eu la capacité de répondre aux questions du Réseau Action Climat-France durant un entretien. Seulement quelques réponses ont été expliquées par mail, notamment concernant les organes de la coalition et son impact. Ces informations étant en ligne, elles ont été intégrées à l'évaluation de la coalition. Cependant, la coalition ne récolte pas de point bonus, car elle n'a pas pu prendre le temps de répondre à la plupart des questions posées par le Réseau Action Climat-France.

⁸. Voir en annexe A

Breakthrough Energy Coalition

FICHE D'IDENTITÉ

	Information	Réponses
Présentation générale	Nom	Breakthrough Energy Coalition
	Thématique	Énergie
	Date de création	2015
	Lieu de création	COP 21
	Zone géographique	Monde
	Nombre et types d'acteurs	L'information n'est pas accessible sur le site internet de la coalition. La <i>Climate Initiative Platform</i> annonce 32 acteurs, mais seulement 16 sont visibles ⁹ . Le portail <i>Global Climate Action Portal</i> dénombre 48 acteurs mais seulement 14 sont visibles ¹⁰ . Le site du One Planet Summit ne mentionne pas les membres de la coalition, à part quelques partenaires dont la France ¹¹ . Selon ces informations, les entreprises (comme ENGIE ou encore Total) paraissent les plus représentées, au côté d'une banque (BNP Paribas) et d'une université (<i>University of California</i>).
Liens avec d'autres coalitions	<i>Oil and Gas Climate Initiative</i> , qui est membre de la coalition	
Objectifs	Site internet	<i>Breakthrough Energy rassemble différents types d'acteurs, notamment des fonds d'investissement, mais aussi des programmes philanthropiques. Nous encourageons le développement de nouvelles technologies pour atteindre une trajectoire zéro émission nette d'ici 2050. Nous défendons des politiques qui accélèrent l'innovation du laboratoire au marché. Nous rassemblons les gouvernements, les instituts de recherche, les entreprises privées et les investisseurs pour développer et améliorer les investissements dans les énergies propres¹².</i>
Activités	Échanges et dialogues	Oui
	Sensibilisation	Non
	Expertise / Consultation	Oui
	Labels	Non
	Plaidoyer	Oui
	Campagnes/ Déclarations	Non
	Levée de fonds	Oui
	Projets de mise en œuvre	Oui
Membres français	Gouvernement	La France est signalée comme partenaire pour le fond d'investissement de la coalition, selon le site de l'OPS
	Acteurs subnationaux	Non
	Entreprises	Total, BNP Paribas, Engie, Xavier Niel, selon les informations sur les plateformes onusiennes
	Autres: ONG, Think Tanks, Universités	Non

9. Voir http://climateinitiativesplatform.org/index.php/Breakthrough_Energy_Coalition, consulté le 15/01/2021




10. Voir <https://climateaction.unfccc.int/views/cooperative-initiative-details.html?id=10>, consulté le 15/01/2021

11. Voir <https://www.oneplanetsummit.fr/les-coalitions-82/breakthrough-energy-venture-bev-98>, consulté le 15/01/2021

12. Traduit de l'anglais par l'auteur, "Breakthrough Energy is a network of entities and initiatives, including investment funds, nonprofit and philanthropic programs, and policy efforts linked by a common commitment to scale the technologies we need to achieve a path to net zero emissions by 2050. We are encouraging the development of new net-zero energy technologies, championing policies that speed innovation from lab to market, and bringing together governments, research institutions, private companies, and investors to expand and enhance clean-energy investment", <https://www.breakthroughenergy.org/our-story/our-story>, consulté le 15/01/2021

Breakthrough Energy Coalition

GRILLE D'ÉVALUATION

Axes d'évaluation	Étoiles
1. Objectifs	
<p>La coalition traite de nombreux thématiques essentielles pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, mais ne livre aucune donnée concernant son impact : il est donc difficile de savoir si les objectifs sont atteints ou non. D'autre part, les activités ne sont pas visibles, à part quelques événements.</p> <p>Cependant, à travers certains articles qui sont publiés sur le site, cette coalition mentionne le stockage et la séquestration de CO₂, ou encore le nucléaire avancé comme des solutions face aux "cinq grands challenges" auxquels elle compte répondre¹³. Les challenges identifiés concernent les secteurs de l'industrie, de l'électricité, de l'agriculture, des transports et enfin du bâtiment. Selon le Réseau Action Climat-France, les technologies mentionnées précédemment ne sont pas celles qui permettront la transition écologique¹⁴. Dans le rapport du GIEC <i>1,5 Global Warming</i>¹⁵, les scientifiques se sont attelés à évaluer les diverses solutions d'atténuation des changements climatiques en fonction de leur contribution aux Objectifs de Développement Durable (ODD). Leurs conclusions sont claires : même si ces technologies peuvent entraîner des réductions d'émissions de gaz à effet de serre, notamment dans les secteurs émetteurs comme celui de l'industrie, leurs impacts sociaux et environnementaux sont plus défavorables que d'autres solutions comme la rénovation énergétique des bâtiments ou les énergies renouvelables. En effet, le stockage et la séquestration du CO₂ impliquent que les énergies fossiles continueront à être produites. De plus, ces pratiques n'ont pas démontré leur fiabilité à grande échelle : les risques de fuites sont réels¹⁶. L'utilisation des terres à des fins de stockage de carbone peut entraîner la perte de terres agricoles, alors que la faim dans le monde ne recule pas assez vite. Quant au nucléaire, outre son coût élevé et les risques inhérents à cette technologie, le stockage de ses déchets reste une problématique¹⁷. Pour finir, certains projets concrets d'investissements de la coalition sont accessibles sur son site internet et aussi sur le site du gouvernement canadien¹⁸. On y retrouve rarement les technologies mentionnées plus haut, mais plutôt des entreprises travaillant dans le secteur des énergies renouvelables. Le flou persiste donc entre les investissements de la coalition et les solutions qu'elle promeut sur son site internet.</p>	
2. Inclusivité	
<p>Concernant cet axe, la coalition ne récolte aucun point : elle ne livre quasiment aucune information sur ses membres. Elle spécifie seulement qu'elle réunit des innovateurs, investisseurs. Aucun nom n'est donné sur son site internet, à part celui de Bill Gates, co-fondateur de la coalition¹⁹, et les entreprises qui bénéficient d'investissements. Les plateformes onusiennes nomment comme membres quelques grandes entreprises telles que Microsoft, Total ou Engie, qui ne sont pas visibles sur la page des bénéficiaires du site de la coalition²⁰.</p>	
3. Gouvernance	
<p>Tout comme la question des membres, celle de la gouvernance est très peu abordée sur le site internet de la coalition. Il est impossible de trouver les différents organes qui la composent et de comprendre comment ils fonctionnent, sauf en ce qui concerne le secrétariat. Il est tenu par une équipe dédiée, qui est répartie en différentes thématiques et géographies²¹. Il n'y a pas de charte ou de plan d'action, résultant sur un fonctionnement très peu transparent pour cette coalition.</p>	

13. Voir <https://www.breakthroughenergy.org/our-challenge/the-grand-challenges>, consulté le 15/01/2021

14. Pour aller plus loin sur les positions du Réseau Action Climat-France sur le nucléaire, veuillez consulter la note *Le nucléaire, un pari risqué face à l'urgence climatique*, février 2021, <https://reseauactionclimat.org/wp-content/uploads/2021/02/reseau-action-climat-livret-nucleaire-final.pdf>. Pour les positions sur la séquestration du carbone, le Réseau Action Climat-France a publié un état des connaissances concernant la séquestration de carbone dans les sols agricoles : *Séquestration du carbone dans les sols agricoles en France*, novembre 2019, <https://reseauactionclimat.org/wp-content/uploads/2019/12/carbone-v5-web.pdf>

15. Masson-Delmotte, V., P. Zhai, H.-O. Pörtner, D. Roberts, J. Skea, P.R. Shukla, A. Pirani, W. Moufouma-Okia, C. Péan, R. Pidcock, S. Connors, J.B.R. Matthews, Y. Chen, X. Zhou, M.I. Gomis, E. Lonnoy, T. Maycock, M. Tignor, and T. Waterfield (eds.), *Global Warming of 1.5°C. An IPCC Special Report on the impacts of global warming of 1.5°C above pre-industrial levels and related global greenhouse gas emission pathways, in the context of strengthening the global response to the threat of climate change, sustainable development, and efforts to eradicate poverty*, notamment chapitres 2, 4 et 5 (à partir de la page 480 dans le tableau Table 5.2 | Mitigation – SDG table), 2018, <https://www.ipcc.ch/sr15/>

16. Pour aller plus loin, voir également la note *Les avis de l'Ademe - Le captage et stockage géologique de CO₂ (CSC) en France : un potentiel limité pour réduire les émissions industrielles*, juillet 2020, https://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/avis-ademe-csc_france_2020-011234.pdf

17. Voir le schéma du rapport en annexe B

18. Voir <https://www.breakthroughenergy.org/investing-in-innovation/bev-portfolio> et <https://www.nrcan.gc.ca/science-data/funding-opportunities/funding-grants-incentives/energy-innovation-program/breakthrough-energy-solutions-ca/breakthrough-energy-solutions-canada-finalists/22522>, consultés le 03/03/2021

19. Voir <https://www.breakthroughenergy.org/our-story/our-story>, consulté le 15/01/2021

20. Voir <https://www.breakthroughenergy.org/investing-in-innovation/bev-portfolio>, consulté le 03/03/2021

21. Voir <https://www.breakthroughenergy.org/team/our-team>, consulté le 03/03/2021

Breakthrough Energy Coalition

GRILLE D'ÉVALUATION

4. Évaluation



Les informations concernant le suivi et l'évaluation de l'impact de la coalition sont trop rares pour avoir un bon score sur cet axe. La coalition possède pourtant un site internet dédié à ses activités. Elle y présente uniquement les entreprises pour lesquelles elle investit aux États-Unis²². Aucune donnée n'est fournie sur le montant des financements, les projets exacts que la coalition soutient. Concernant l'initiative au Canada, c'est le site officiel du gouvernement canadien²³ qui, de manière très brève, fait l'état des projets soutenus par la coalition de manière très brève. Enfin, aucune information des activités de la coalition n'est disponible sur le continent européen, à part un article sur le site internet de la Commission Européenne mentionnant la création de Breakthrough Energy Ventures Europe en 2019²⁴. Le suivi est donc faible et éparpillé sur plusieurs sources. La coalition est inscrite sur trois plateformes multi-acteurs, mais les informations données y sont incomplètes, en ce qui concerne les questions de gouvernance et d'évaluation de l'impact.

Résultat final



Résultat final : La coalition Breakthrough Energy coalition est un exemple à ne pas suivre en termes de transparence : malgré un site internet et l'inscription de la coalition sur des plateformes de recensement, la transparence sur ses membres, ses organes de gouvernance et ses activités est quasi inexistante. L'évaluation de l'impact de ses activités est également absente. Il existe un flou inquiétant sur les technologies que la coalition cherche à promouvoir. Aux côtés des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, la coalition promeut le nucléaire ou encore la séquestration du CO2. Ce sont des technologies qui présentent des risques environnementaux et sociaux importants. De ce fait, ils retardent la mise en œuvre de solutions plus viables et pérennes pour lutter contre les changements climatiques.

22. Voir <https://www.breakthroughenergy.org/investing-in-innovation/bev-portfolio>, consulté le 03/03/2021

23. Voir <https://www.nrcan.gc.ca/science-and-data/funding-partnerships/funding-opportunities/funding-grants-incentives/energy-innovation-program/breakthrough-energy-solutions-canada/21913>, consulté le 03/03/2021

24. Voir https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_19_2770, consulté le 03/03/2021

2. Global Alliance on Climate Smart Agriculture

La coalition *Global Alliance on Climate Smart Agriculture* a été créée lors du Sommet du Climat à New York en 2014. Elle rallie plus de 400 membres, venant du monde entier et de différents secteurs (États, entreprises, ONG, Think Tanks etc). Son principal objectif est de promouvoir l'agriculture intelligente face au climat (*Climate Smart* en anglais) tout en s'attendant à des sujets tels que la sécurité alimentaire, la nutrition et la résilience du secteur agricole face aux changements climatiques. La coalition organise surtout des événements de sensibilisation, des formations et produit différentes publications. Sa dernière étude date de novembre 2020²⁵. Elle entreprend aussi des activités de plaidoyer, afin de convaincre les États et autres acteurs d'investir dans l'agriculture intelligente face au climat.

La coalition a été contactée en novembre 2020, avec une réponse en janvier 2021. Un échange téléphonique a eu lieu au mois de février avec sa Chargée de communication de la coalition. Plusieurs réponses ont pu être apportées durant cet entretien. Cependant, la plupart ne pouvant qu'être traitées par d'autres employés du secrétariat de la coalition, le Réseau Action Climat-France a donc envoyé ces questions sous forme de formulaire par e-mail. Par manque de temps, le secrétariat n'a pas pu répondre à la plupart d'entre elles. Les informations livrées pendant l'entretien n'étant pas disponibles en ligne, et la totalité des questions posées n'ayant pas été traitées, la coalition ne reçoit pas de point bonus et son évaluation n'a pas été ajustée après les échanges.

25. Chatrchyan Allison, Berkowitz-Sklar Danielle, Bouchard Sierra, Chan Kelsey, Langley Aaron, Matteoli Federica, Mosquera Losada Maria Rosa, Song Claire, Scaling-Up Climate-Smart Agriculture (CSA) Globally Through GACSA, Novembre 2020, http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/gacsa/GACSA_Survey_Report_FINAL.pdf

Global Alliance on Climate Smart Agriculture

FICHE D'IDENTITÉ

	Information	Réponses
Présentation générale	Nom	Global Alliance on Climate Smart Agriculture
	Thématique	Agriculture
	Date de création	2014
	Lieu de création	UNSG Climate Summit – New York
	Zone géographique	Monde
	Nombre et types d'acteurs	Sur le site internet, la coalition liste 500 membres et 15 observateurs. Beaucoup de types d'acteurs y sont représentés, comme des États, des entreprises, des ONG, ou encore des acteurs venant de la recherche et des think tanks. D'autres catégories comme "Groupes intergouvernementaux", "Organisations d'agriculteurs/agricultrices" sont précisées ²⁶ . La coalition est inscrite uniquement sur la plateforme <i>Climate Initiative Platform</i> , où le nombre de 456 membres est indiqué sans préciser leur nom ²⁷ .
	Liens avec d'autres coalitions	Partenaire de la coalition <i>Climate Smart Agriculture Booster</i> et de 12 alliances régionales
Objectifs	Site internet	<i>La GACSA est une plateforme multi-acteurs inclusive, fondée sur le volontariat, qui promeut l'agriculture intelligente face au climat. Notre vision consiste à améliorer la sécurité alimentaire, la nutrition et la résilience face au changement climatique. La GACSA vise à catalyser et à créer des partenariats, afin de développer des activités appliquant les trois piliers de l'agriculture intelligente face au climat²⁸.</i>
Activités	Échanges et dialogues	Oui
	Sensibilisation	Oui
	Expertise / Consultation	Oui
	Labels	Non
	Plaidoyer	Oui
	Campagnes/ Déclarations	Non
	Levée de fonds	Non
	Projets de mise en œuvre	Non
Membres français	Gouvernement	Oui
	Acteurs subnationaux	Non
	Entreprises	Danone
	Autres: ONG, Think Tanks, Universités	Cirad, INRAE, Université de Lyon, Terre et Humanisme



26. Voir <http://www.fao.org/gacsa/members/members-list/en/>, consulté le 15/01/2021

27. Voir http://climateinitiativesplatform.org/index.php/Global_Alliance_for_Climate-Smart_Agriculture, consulté le 15/01/2021

28. Traduit de l'anglais par l'auteur "GACSA is an inclusive, voluntary and action-oriented multi-stakeholder platform on Climate-Smart Agriculture (CSA). Our vision is to improve food security, nutrition and resilience in the face of climate change. GACSA aims to catalyze and help create transformational partnerships to encourage actions that reflect an integrated approach to the three pillars of CSA", <http://www.fao.org/gacsa/about/en/>, consulté le 15/01/2021

Global Alliance on Climate Smart Agriculture

GRILLE D'ÉVALUATION

Axes d'évaluation	Étoiles
1. Objectifs	
<p>Sur cet axe, la <i>Global Alliance for Climate Smart Agriculture</i> ne récolte aucun point. L'agriculture intelligente face au climat présente des limites qui remettent en cause son efficacité à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Elle peut créer des situations d'endettements pour les agriculteurs et agricultrices et ne répond pas forcément à leurs besoins. L'agriculture intelligente face au climat repose essentiellement sur une recherche d'optimisation agronomique à l'échelle de la plante (notamment grâce aux nouvelles technologies). Or, pour lutter contre les changements climatiques, une approche systémique est essentielle et implique l'agro-écologie, comme le démontre le rapport du <i>High Level Expert Panel on Food Security and Nutrition</i>²⁹. Ainsi, selon le Réseau Action Climat-France, l'agriculture intelligente face au climat n'est pas une réponse durable³⁰. D'autres organisations soulignent également ces limites. Dans le rapport du GIEC³¹ <i>Climate Change and Land</i>, les critiques concernant ce système d'agriculture sont résumées. Il mentionne le manque de définition claire de l'agriculture intelligente face au climat, les techniques et technologies comprises dans ce concept restant floues. L'agriculture intelligente face au climat peut être appliquée à toute petite échelle, au plus près des besoins des agriculteurs et agricultrices. Dans ce cas-là, certaines pratiques peuvent être intéressantes à tester, comme la réduction de l'utilisation de pesticides grâce à des systèmes de mesure de pointe. Cependant, ce modèle reste fortement utilisé par le système agricole industriel, et n'engage donc pas réellement de changement de pratiques, mais surtout des optimisations. L'exemple des pesticides est une bonne illustration : ils sont simplement réduits, mais leur utilisation ne disparaît pas.</p> <p>Sur un autre point de notation, les informations sur le site internet et dans les publications de la coalition sont trop anciennes pour constater l'atteinte des objectifs. La plupart (notes de réunion, rapports d'activités etc.) datent au mieux de 2017, alors que la coalition reste active avec des webinaires organisés en 2020 et son étude publiée à la fin de cette année.</p>	
2. Inclusivité	
<p>La coalition rassemble un grand nombre de membres, avec des types d'acteurs très différents venant du monde entier. Le comité stratégique est mené par deux personnalités, une venant des Pays-Bas et une du Zimbabwe³². Il y a donc un effort de représenter aussi bien les pays développés que les pays en développement. La société civile ainsi que les communautés impactées par les changements climatiques, notamment les agriculteurs et agricultrices, sont représentées au sein de la coalition. Cependant, leur rôle et surtout leur poids dans la prise de décision n'est pas visible, et lors de l'entretien avec la coalition, il a été reconnu que l'implication de la société civile pourrait être améliorée. Il est intéressant de noter que des ONG, mais aussi des Think Tanks ou autres types d'acteurs, se sont fortement opposés à cette coalition, à cause de son manque de transparence mais aussi des solutions qu'elle propose dans le domaine agricole³³.</p>	

29. Voir en Annexe C

30. Pour aller plus loin sur les positions du Réseau Action Climat-France sur l'agriculture intelligente face au climat, veuillez consulter la note suivante : *L'agriculture de précision: un modèle aux antipodes de la transition écologique et sociale*, 2 Septembre 2020, <https://reseauactionclimat.org/wp-content/uploads/2020/09/notes-rac-agriculture-de-precision.pdf>

31. P.R. Shukla, J. Skea, E. Calvo Buendia, V. Masson-Delmotte, H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, P. Zhai, R. Slade, S. Connors, R. van Diemen, M. Ferrat, E. Haughey, S. Luz, S. Neogi, M. Pathak, J. Peltzold, J. Portugal Pereira, P. Vyas, E. Huntley, K. Kissick, M. Belkacemi, J. Malley, (eds.), *Climate Change and Land: an IPCC special report on climate change, desertification, land degradation, sustainable land management, food security, and greenhouse gas fluxes in terrestrial ecosystems*, 2019, notamment les chapitres 5 (page 500) et 7 (page 733), <https://www.ipcc.ch/srccl/>

32. Voir <http://www.fao.org/gacsa/about/co-chairs/en/>, consulté le 15/01/2021

33. Voici quelques exemples de lettres et articles critiques : *Corporate-smart greenwash: why we reject the global alliance on Climate Smart Agriculture, 2014*, https://www.cidse.org/wp-content/uploads/2014/09/open_letter_against_GACSA.pdf, *Don't be fooled! Civil society says NO to "Climate Smart Agriculture" and urges decision-makers to support agroecology*, 2015, https://www.cidse.org/wp-content/uploads/2015/09/GACSA_statement_FINAL_17-09-2015_English_1.pdf, *Ensuring transparency and accountability of the Global Alliance for Climate Smart Agriculture in the perspective of COP21*, 2015, <https://www.iddri.org/sites/default/files/import/publications/pb0315.pdf>

Global Alliance on Climate Smart Agriculture

GRILLE D'ÉVALUATION

3. Gouvernance



Durant les premières années d'existence de la coalition, il y avait une communication détaillée des réunions, des activités ainsi que des décisions prises. Une charte et un plan d'action sont notamment à disposition³⁴. Or, depuis 2017, cette communication a nettement baissé, il n'y a par exemple plus de notes sur les réunions du comité stratégique³⁵. Concernant les rapports annuels, seul celui de 2015 est plutôt complet, avec des informations sur les financements de la coalition³⁶. Pour 2016, la coalition a produit des plans d'actions par groupe de travail qui renseignent les activités de l'année (comme le montre, par exemple, celui pour le groupe "Créer un environnement favorable"³⁷) mais l'information manque sur les soutiens financiers de la coalition. Le dernier rapport date de 2017 et ne fait que quelques pages, avec peu de précisions³⁸. Les informations ne sont donc ni à jour, ni complètes³⁹. La composition des groupes de travail⁴⁰ et du comité stratégique n'est pas renseignée. Il serait important de savoir si toutes les zones géographiques y sont représentées, ainsi que tous les types d'acteurs, notamment la société civile et les représentant.e.s des agriculteurs et agricultrices.

4. Évaluation



Tout comme pour l'axe précédent, les informations concernant le suivi et l'évaluation ne sont pas à jour depuis 2017. Parmi les activités, les productions de rapports sont les plus visibles⁴¹, ainsi que l'organisation de webinaires⁴². D'après l'échange avec la coalition, le manque de suivi se justifie par le manque de capacités du secrétariat à faire ce travail. Cependant, un rapport d'activités devrait être publié en 2021. De plus, la coalition n'a jamais mesuré son impact réel. En effet, jusqu'en 2017, elle a listé ses activités, sans communiquer le nombre et les types de bénéficiaires. Par exemple, dans le rapport d'activité de 2017, la coalition informe de l'élargissement de sa communication notamment grâce à la création d'une chaîne Youtube et d'une Newsletter⁴³. Il n'est pas précisé à qui cet élargissement a servi, combien en ont bénéficié, et en quoi cela alimente les objectifs de la coalition. Il est important de mentionner que la coalition est inscrite uniquement sur la plateforme *Climate Initiative Platform*, et n'y renseigne pas toutes les informations demandées. Pour établir un lien avec la CCNUCC, elle devrait également rapporter ses résultats sur le portail *Global Climate Action Portal*.

Résultat final



La coalition *Global Alliance on Climate Smart Agriculture* a vu sa transparence et son suivi décliner au fil des années : après des débuts plutôt prometteurs, notamment en termes de gouvernance, les informations ne sont pas actualisées depuis 2017. Pourtant, la coalition est bien active : elle a publié un rapport en novembre 2020, a organisé des webinaires et sa chaîne YouTube⁴⁴ est régulièrement alimentée. La coalition a rarement livré des mesures exactes de son impact, ne serait-ce qu'en nombre de bénéficiaires de ses projets. Enfin, les solutions qu'elle cherche à développer présentent des risques, notamment de faire perdurer le système agricole industriel actuel. Elle promeut des nouvelles technologies et techniques d'utilisation des sols, des engrais et de gestion des cultures, au lieu d'acter une transformation systémique vers l'agroécologie.

34. Voir la charte sur le lien suivant, <http://www.fao.org/3/a-au667e.pdf>. Voir le plan d'action 2018 - 2022 sur le lien suivant, <http://www.fao.org/3/CA1216EN/ca1216en.pdf>. Enfin, un document pour éclaircir la gouvernance est également disponible sur le lien suivant, <http://www.fao.org/3/a-au668e.pdf>

35. Voir les rapports du comité stratégique sur cette page : <http://www.fao.org/gacsa/about/structure/en/>, consulté le 15/01/2021

36. *Global Alliance for Climate Smart Agriculture Annual Report 01 January - 31 December 2015*, page 4, http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/gacsa/AF/SC/GACSA_Annual_report_2015_final.pdf

37. *EEAG Work Plan 2016-2017*, <http://www.fao.org/3/a-bp496e.pdf>

38. *GACSA Status Report January - June 2017, Juin 2017*, <http://www.fao.org/3/a-bt172e.pdf>

39. Tous les rapports internes de la coalition sont à trouver sur le lien suivant : <http://www.fao.org/gacsa/resources/en/>, consulté le 15/01/2021

40. Voir par exemple la page du Groupe Savoir et Action (Action Knowledge working group) ainsi que ses rapports : <http://www.fao.org/gacsa/action-groups/kag/en/>, consultée le 15/01/2021

41. Voir <http://www.fao.org/gacsa/resources/gacsa-csa-documents/en/>, consulté le 15/01/2021

42. Voir <http://www.fao.org/gacsa/webinars/en/>, consulté le 15/01/2021

43. *GACSA Status Report January - June 2017, Juin 2017*, <http://www.fao.org/3/a-bt172e.pdf>

44. Voir <https://www.youtube.com/channel/UCebFtdXtLH1d1aZqtiqf/videos>, consulté le 03.03.2021

3.

International Solar Alliance

La coalition *International Solar Alliance* a été créée lors de la COP21 en 2015 sous le pilotage de la France et de l'Inde. Elle rassemble en majorité des États nationaux. La coalition vise à mobiliser des investissements de plus de 1000 milliards de dollars d'ici 2030 pour les technologies solaires. Ces investissements servent à accélérer le développement de l'énergie solaire grâce au renforcement de capacités des membres, de la recherche, de l'échange de bonnes pratiques et à l'accès à des financements innovants et abordables. Le soutien financier de la France pour la coalition a été rehaussé en 2019 de 1 à 1,5 milliard d'euros, dont 500 millions d'euros supplémentaires de l'Agence Française de Développement pour des projets solaires d'ici à 2022⁴⁵.

Des échanges ont été organisés avec des expert.e.s de l'Agence Française de Développement et du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères. Ces expert.e.s sont chargé.e.s du suivi des activités de la coalition, car l'État français en est co-présidente. Les échanges ont été utiles pour comprendre le fonctionnement et les dynamiques au sein de la coalition, mais ne sont pas exploitables dans ce rapport, car ce ne sont pas des informations officielles rapportées par la coalition elle-même.

La coalition a été contactée en novembre 2020, avec une réponse en janvier 2021. Dès lors, des échanges ont été organisés avec le secrétariat de la coalition, représenté par la Directrice Communication et Stratégie. Le formulaire en annexe A rassemble tous les points de discussion qui ont été traités. Les informations demandées n'ayant pas été mises en ligne après les échanges, notamment sur l'impact général de la coalition, mais aussi sur le rôle des partenaires et la mise en œuvre de projets, la coalition obtiendra seulement un point bonus à la fin de la notation.

⁴⁵. Voir la page de suivi des engagements de l'Agence française de Développement sur la plateforme du One Planet Summit (dont la coalition *International Solar Alliance*), <https://www.afd.fr/fr/actualites/one-planet-summit-suivez-la-realisation-de-nos-engagements>, consultée le 15/01/2021

International Solar Alliance

FICHE D'IDENTITÉ

	Information	Réponses
Présentation générale	Nom	International Solar Alliance
	Thématique	Énergie
	Date de création	2015
	Lieu de création	COP21
	Zone géographique	Monde
	Nombre et types d'acteurs	Le site internet mentionne 73 États membres et 90 États signataires ⁴⁶ . Il liste également 41 partenaires ⁴⁷ divers (organisations intergouvernementales, banques, acteurs de la recherche, entreprises et agences onusiennes). Sur les plateformes onusiennes, 121 États sont enregistrés comme membres ⁴⁸ . Sur le site du One Planet Summit, 70 États sont signalés comme membres, sans préciser lesquels ⁴⁹ .
	Liens avec d'autres coalitions	Partenaire des coalitions Global Solar Council, SE4ALL, R2ORegions
Objectifs	Site internet	<ul style="list-style-type: none"> • Relever collectivement les principaux défis communs afin de développer les applications de l'énergie solaire en fonction des besoins • Mobiliser des investissements de plus de 1000 milliards de dollars d'ici 2030 • Prendre des mesures coordonnées via des programmes et activités lancés sur une base volontaire, visant à une meilleure harmonisation, à l'agrégation de la demande, des risques et des ressources, pour promouvoir le financement de l'énergie solaire, les technologies solaires, l'innovation, la R&D, le renforcement des capacités, etc • Réduire le coût du financement pour augmenter les investissements dans l'énergie solaire dans les pays membres en promouvant des mécanismes financiers innovants et en mobilisant de nouvelles sources de financement • Développer les applications des technologies solaires dans les pays membres • Faciliter les activités de recherche et développement en collaboration dans le domaine des technologies de l'énergie solaire entre les pays membres. • Promouvoir une cyber plateforme commune pour la mise en réseau, la coopération et l'échange d'idées entre les pays membres⁵⁰.
Activités	Échanges et dialogues	Oui
	Sensibilisation	Oui
	Expertise / Consultation	Oui
	Labels	Non
	Plaidoyer	Non
	Campagnes/ Déclarations	Non
	Levée de fonds	Oui
	Projets de mise en œuvre	Oui ⁵¹

46. Voir <https://isolaralliance.org/membership/countries>, consulté le 15/01/2021

47. Voir <https://isolaralliance.org/partners/organisations>, consulté le 15/01/2021

48. Voir la page du *Global Climate Action Portal* (<https://climateaction.unfccc.int/views/cooperative-initiative-details.html?id=37>) et celle de la *Climate Initiative Platform* (http://climateinitiativesplatform.org/index.php/International_Solar_Alliance), consultées le 15/01/2021

49. Voir <https://www.oneplanetsummit.fr/les-coalitions-82/alliance-solaire-internationale-asi-89>, consulté le 15/01/2021

50. Traduit de l'anglais par l'auteur. "To collectively address key common challenges to scale up solar energy applications in line with their needs; To mobilize investments of more than USD 1000 billion by 2030; To take coordinated action through programmes and activities launched on a voluntary basis, aimed at better harmonization, aggregation of demand, risk and resources, for promoting solar finance, solar technologies, innovation, R&D, capacity building etc; Reduce the cost of finance to increase investments in solar energy in member countries by promoting innovative financial mechanisms and mobilizing finance from institutions; Scale up applications of solar technologies in member countries; and Facilitate collaborative research and development (R&D) activities in solar energy technologies among member countries; Promote a common cyber platform for networking, cooperation and exchange of ideas among member countries"; <https://isolaralliance.org/about/background>, consulté le 15/01/2021

51. Lors des échanges avec le secrétariat, il a été expliqué que la coalition n'avait pas pour objectif de mettre en œuvre directement des projets solaires, mais plutôt d'accompagner les États en ce sens. Or, certaines pages du site internet mentionnent des mesures concrètes de mise en œuvre, comme des pompes solaires ou des mini réseaux électriques solaires (<https://isolaralliance.org/work/scaling-solar-mini-grids>). L'objectif de la coalition, " Développer les applications des technologies solaires dans les pays membres" insinue aussi des projets de mise en œuvre. Ces informations sur le site internet sont donc privilégiées pour la notation de cette coalition, n'ayant pas été clarifiées / mises à jour après les échanges.

International Solar Alliance

FICHE D'IDENTITÉ

Membres français	Gouvernement	Oui, Coprésidence
	Acteurs subnationaux	Non
	Entreprises	Non
	Autres: ONG, think tanks, universités	Non

International Solar Alliance

GRILLE D'ÉVALUATION

Axes d'évaluation	Étoiles
1. Objectifs	★
<p>Les objectifs de la coalition sont détaillés, avec une temporalité et un objectif chiffré à atteindre. Ces détails peuvent nettement faciliter l'évaluation de l'atteinte des objectifs par la coalition. Pourtant, l'impact global de la coalition reste difficile à cerner. Les rapports annuels ne permettent pas d'évaluer et de cerner toutes les activités de la coalition, et donc ses résultats. Sur le critère de durabilité, les travaux de la coalition ne mentionnent pas l'utilisation de matériaux dont il faudrait évaluer l'impact de leur utilisation, comme les métaux rares pour le photovoltaïque par exemple. De plus, l'implication des populations les plus vulnérables et impactées par les projets solaires n'est pas exigée, ce qui peut remettre en cause la durabilité de ces activités. La coalition travaille surtout au niveau étatique, et non avec les populations : cette approche ne facilitera pas l'appropriation et l'acceptabilité des projets solaires dans les pays concernés.</p>	
2. Inclusivité	★
<p>La coalition met à jour ses membres sur son site internet et dans son rapport d'activité. La coprésidence entre l'Inde et la France illustre la volonté d'équilibre entre la représentation des pays développés et celle des pays en développement. Aussi, au sein du comité permanent, chaque région est représentée (Amérique Latine, Afrique, Asie et Pacifique, Europe et autres). Seuls les États prennent les décisions dans cette coalition car elle a le statut d'organisation internationale⁵². L'approche multi-acteurs est encouragée par le lien entre la coalition et ses partenaires. Cependant, leur rôle exact reste flou dans la communication de la coalition, un premier point faible sur son inclusivité⁵³. Le deuxième point concerne la faible implication de la société civile. Ainsi, au sein du programme <i>Scaling Solar Application For Agricultural Use</i>, la visite au Niger illustre cette faiblesse : le rapport⁵⁴ spécifie des réunions avec une seule ONG, l'association des Professionnels de l'Énergie Solaire, qui ne représente pas les bénéficiaires des installations solaires (les agriculteurs et agricultrices, les habitants etc.), mais les professionnels du secteur. Il aurait fallu élargir la consultation aux bénéficiaires pour en assurer la qualité. Il est regrettable que la coalition, en tant qu'organisation internationale, n'impose pas un cadre à ses États membres pour exiger une implication de qualité de la société civile dans la transition énergétique. D'après les informations recueillies pendant les entretiens avec le secrétariat, la coalition mène de plus en plus de projets avec ses partenaires impliquant les populations locales, notamment par la formation⁵⁵. Il est dommage que ces programmes soient très peu visibles dans la communication de la coalition.</p>	
3. Gouvernance	★
<p>Le fonctionnement interne de la coalition est détaillé depuis sa création. Elle possède différents organes : un secrétariat appuyé par une équipe, une Assemblée générale, un comité permanent qui se réunit environ deux fois par an ainsi que des comités régionaux. La charte de la coalition est accessible, ainsi que l'amendement à l'accord-cadre⁵⁶. Dans les rapports annuels, la coalition communique ses sources de financement. Les décisions prises par l'Assemblée générale sont systématiquement renseignées, comme l'indiquent les rapports de la dernière en date (d'octobre 2020)⁵⁷. La gouvernance de cette coalition est donc très encadrée. Quelques éléments pourraient cependant être améliorés. Les notes des réunions du comité permanent (<i>standing committee</i>) ne sont pas accessibles, alors que celles du comité exécutif (<i>steering committee</i>), en vigueur jusqu'en 2018, le sont⁵⁸. Par ailleurs, le rôle des comités régionaux et thématiques n'est pas expliqué⁵⁹. Lors des entretiens avec le secrétariat, il s'est avéré que les comités thématiques ont été supprimés en octobre 2019. Les comités régionaux ont pour mission d'identifier des besoins et activités communes pour les États membres, aucune note de leurs réunions n'est accessible.</p>	

52. Voir en annexe A les informations sur le statut de la coalition

53. Voir <https://isolaralliance.org/partners/organisations>, consulté le 15/01/2021, ainsi que les informations disponibles en annexe A : lors des échanges, il a été expliqué que les partenaires soutiennent la coalition dans ses activités et participent aux échanges, mais ne sont pas impliqués dans la prise de décision de la coalition.

54. ISA, "Aide-Mémoire for Expert Level Visit to Niger for Pre-Feasibility Study of Solar Pumps, Rooftop and Mini-Grid Projects by International Solar Alliance Secretariat held from 05-09 August, 2019", 2019, P.1, <https://isolaralliance.org/uploads/docs/b9602cf0073ce891902a04aba1d1ef.pdf>.

55. Voir les informations disponibles en annexe A concernant l'implication de la société civile et des populations locales.

56. ISA, *Framework Agreement on the establishment of the International Solar Alliance*, 2015, <https://isolaralliance.org/uploads/docs/04519cec12c15e9bc80ad92b3cb10e.pdf>

57. Voir <https://isolaralliance.org/about/steering-committees>, consulté le 15/01/2021

58. Voir <https://isolaralliance.org/about/steering-committees>, consulté le 15/01/2021

59. Voir <https://isolaralliance.org/governance/committees>, consulté le 15/01/2021, ainsi que les informations en annexe A sur le rôle des comités régionaux.

International Solar Alliance

GRILLE D'ÉVALUATION

4. Évaluation



Cette coalition utilise plusieurs outils de suivi, à commencer par des rapports d'activités mensuels ou trimestriel entre 2016 et février 2019⁶⁰. Ces rapports détaillent les activités mais ne mesurent pas l'impact des résultats. La coalition fournit aussi les rapports de ses visites de terrain, plus ou moins exhaustifs selon les missions et surtout descriptifs⁶¹. Les rapports annuels de 2019 et de 2020 tentent d'évaluer au-delà de la simple description des activités, mais cela reste surtout des informations quantitatives et peu qualitatives⁶². Il est dommage que cette coalition, malgré une gouvernance détaillée et un site internet fourni, ne mentionne pas suffisamment les impacts qu'elle engendre. Elle pourrait communiquer des données sur ses bénéficiaires, ou encore sur les émissions de gaz à effet de serre évitées par ses projets pilotes. De plus, la coalition devrait faire un suivi plus précis de ses activités phares, comme le renforcement de capacités auprès des États membres, dont l'impact n'est pas mesuré. Pour finir, les données sur les plateformes de recensement ne sont pas complètes. Le suivi et la gouvernance ne sont pas suffisamment détaillés.

Résultat final



Résultat final : Cette coalition récolte un score classé acceptable, car sa gouvernance est quasiment totalement expliquée. Il manque quelques détails sur le fonctionnement des comités thématiques et régionaux. La coalition tente de faire un suivi de ses activités, relate les événements organisés et met à disposition des rapports d'activités. Cependant, deux points de vigilance sont à signaler, qui devraient être améliorés : premièrement, la coalition inclut trop faiblement la société civile dans son fonctionnement. Les énergies renouvelables ne peuvent pas être déployées sans l'implication des populations locales. Cela devrait être une priorité pour toute activité de la coalition. Le deuxième point est celui de l'évaluation : même si plusieurs outils de suivi sont utilisés, comme le rapport annuel, il manque une vue d'ensemble sur l'impact concret de la coalition. Le nombre total de bénéficiaires, par exemple, n'est pas accessible. La communication de la coalition apporte même parfois de la confusion, car l'accent est mis sur des études de terrains et des tests de technologies solaires. Les activités principales, qui sont la sensibilisation et le renforcement des capacités de ses États membres, le développement de modèles de financements innovants et l'agrégation de la demande pour réduire les coûts des projets solaires sont en revanche peu visibles. L'impact de ses activités devrait être mesuré plus en profondeur, et surtout être communiqué en priorité.

60. Voir <https://isolaralliance.org/publications/activity-reports>, consulté le 15/01/2021

61. Voir <https://isolaralliance.org/publications/team-mission-reports>, consulté le 15/01/2021

62. ISA, ISA annual report 2019, <https://isolaralliance.org/uploads/docs/c0541cffe095d89defcc0d03c1e767a.pdf>, et ISA, ISA Annual Report 2020, 2021, <https://isolaralliance.org/uploads/docs/f01746dcca18e-5c5f2ffd9206f76ed.pdf>

The page features a decorative graphic consisting of several thick, curved lines in various shades of blue (light blue, medium blue, and dark blue) that sweep across the page. Small circular dots in matching shades are placed at the ends of these lines, creating a sense of motion and flow. The word "conclusion" is centered in the middle of the page.

conclusion

Cette deuxième publication ne fait que renforcer les doutes et les risques soulignés dans l'état des lieux de novembre 2020. Les coalitions multi-acteurs ne manquent pas de transparence et d'évaluation seulement sur les plateformes multi-acteurs, mais également sur leurs propres supports de communication. Même si les coalitions sélectionnées ont bien voulu échanger avec le Réseau Action Climat-France, aucune n'a publié les informations manquantes suite à ces entretiens. La qualité de leur transparence n'est donc toujours pas satisfaisante.

Selon les informations à disposition, seulement une coalition fait un travail partiel de suivi et communique sur sa gouvernance : la coalition *International Solar Alliance*. Cependant, des progrès restent à faire: le manque de participation de la société civile fragilise la contribution réelle de la coalition. Le bilan est moins bon pour la coalition *Global Alliance for Climate Smart Agriculture*, voire médiocre pour la coalition *Breakthrough Energy Coalition*. La première témoigne cependant d'un système de gouvernance plus élaboré, même s'il est trop peu actualisé. Son problème principal reste d'encourager des solutions, qui selon le Réseau Action Climat-France et d'autres organismes, ne sont pas durables. La coalition *Breakthrough Energy Coalition* présente le même problème, en plus d'un manque total de communication sur sa gouvernance, ses membres ainsi que ses résultats.

Ces constats démontrent à quel point les plateformes multi-acteurs sont essentielles pour fournir une vision d'ensemble sur l'action et l'impact des coalitions. Il est très difficile de forcer une coalition à mettre en place un système de suivi par elle-même ou bien d'être transparente sur son fonctionnement. En revanche, selon le Réseau Action Climat-France, il est plus facile que les plateformes de recensement conditionnent la visibilité de leurs membres à un renseignement complet des informations qu'elles requièrent. Sans évaluation, il ne sera pas possible d'utiliser les contributions potentielles des coalitions par les États afin d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. La redevabilité est un concept clé pour la nouvelle phase de mise en œuvre qui va s'ouvrir avec la COP26.

Au-delà de la COP26, la mise en place du Bilan Global en 2023 au sein de la CCNUCC est une date importante pour les coalitions et les acteurs non-étatiques : si un bilan global sur la mise en œuvre de l'Accord de Paris doit être fait, les contributions des coalitions qui s'inscrivent auprès des plateformes onusiennes doivent être évaluées. Leurs résultats sont essentiels afin de soutenir les États dans la réhausse de l'ambition de leur CDN, l'objectif principal de ce bilan global. Il faudra rapidement déterminer comment ce bilan peut intégrer les coalitions multi-acteurs. Un cadre de redevabilité doit être développé avant 2023, afin d'être exploitable à temps et de faire la lumière sur les coalitions bonnes et moins bonnes élèves.



bibliographie

TEXTES ET PUBLICATIONS :

Data-Driven EnviroLab & NewClimate Institute, *Accelerating Net Zero: Exploring Cities, Regions, and Companies' Pledges to Decarbonise*, Angel Hsu, Zhi Yi Yeo, Amy Weinfurter, Yin Xi Tan, Ian French, Vasu Namdeo, Odele Tan, Sowmya Raghavan, Elwin Lim, Ajay Nair (Data-Driven EnviroLab), Thomas Day, Silke Mooldijk, Niklas Höhne, et Takeshi Kuramochi (NewClimate Institute), 2020, https://newclimate.org/wp-content/uploads/2020/09/NewClimate_Accelerating_Net_Zero_Sept2020.pdf

Denartigh, Cyrielle, *Séquestration du carbone dans les sols agricoles en France*, novembre 2019, <https://reseauactionclimat.org/wp-content/uploads/2019/12/carbone-v5-web.pdf>

El Khamlichi Aïcha, Gourdon Thomas, Padilla Sylvie, *Les avis de l'Ademe - Le captage et stockage géologique de CO₂ (CSC) en France : un potentiel limité pour réduire les émissions industrielles*, juillet 2020, https://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/avis-ademe-csc_france_2020-011234.pdf

Fondation Nicolas Hulot, Réseau Action Climat-France, *L'agriculture de précision: un modèle aux antipodes de la transition écologique et sociale*, 02/09/2020, <https://reseauactionclimat.org/wp-content/uploads/2020/09/notes-rac-agriculture-de-precision.pdf>

High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition (HLPE), *Agroecological and other innovative approaches for sustainable agriculture and food systems that enhance food security and nutrition*, 2019, http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/hlpe/hlpe_documents/HLPE_Reports/HLPE-Report-14_EN.pdf

K. Lütkehermöller, C. Elliott and N. Singh, *Non-State and Subnational Action Guide: Integrating the Impact of Non-State and Subnational Mitigation Actions into National Greenhouse Gas Projections, Targets and Planning*, NewClimate Institute, World Resources Institute, ICAT (Initiative for Climate Action Transparency), 2020, <https://ccacoalition.org/es/resources/international-climate-initiatives-%E2%80%93-way-forward-close-emissions-gap-initiatives%E2%80%99-potential>

Masson-Delmotte, V., P. Zhai, H.-O. Pörtner, D. Roberts, J. Skea, P.R. Shukla, A. Pirani, W. Moufouma-Okia, C. Péan, R. Pidcock, S. Connors, J.B.R. Matthews, Y. Chen, X. Zhou, M.I. Gomis, E. Lonnoy, T. Maycock, M. Tignor, and T. Waterfield

(eds.), *Global Warming of 1.5°C. An IPCC Special Report on the impacts of global warming of 1.5°C above pre-industrial levels and related global greenhouse gas emission pathways, in the context of strengthening the global response to the threat of climate change, sustainable development, and efforts to eradicate poverty*, In Press, 2018, <https://www.ipcc.ch/sr15/>

Jorand Maureen, Castagné Manon, Azoulai Lorine, *DeSIRA : l'indésirable? Quand des financements publics se mettent au service d'initiatives agricoles opaques*, janvier 2021, https://ccfd-terresolidaire.org/IMG/pdf/desira_v3.pdf

Pouget, Marine, *Coalitions Multi-acteurs : état des lieux*, novembre 2020, https://reseauactionclimat.org/wp-content/uploads/2020/11/etatdeslieux_coalitions_reseauactionclimat.pdf.pdf

P.R. Shukla, J. Skea, E. Calvo Buendia, V. Masson-Delmotte, H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, P. Zhai, R. Slade, S. Connors, R. van Diemen, M. Ferrat, E. Haughey, S. Luz, S. Neogi, M. Pathak, J. Petzold, J. Portugal Pereira, P. Vyas, E. Huntley, K. Kissick, M. Belkacemi, J. Malley, (eds.), *Climate Change and Land: an IPCC special report on climate change, desertification, land degradation, sustainable land management, food security, and greenhouse gas fluxes in terrestrial ecosystems*, 2019, notamment les chapitres 5 (page 500) et 7 (page 733), <https://www.ipcc.ch/srcc/>

Race To Zero, *Defining the "Starting Line" - Minimum criteria required for participation in the Race to Zero campaign, 2020*, <https://unfccc.int/sites/default/files/resource/Minimum-criteria-for-participation-in-RTZ.pdf>

Réseau Action Climat-France, *Le nucléaire, un paris risqué face à l'urgence climatique*, février 2021, <https://reseauactionclimat.org/wp-content/uploads/2021/02/reseau-action-climat-livret-nucleaire-final.pdf>

UNEP, *Climate commitments of subnational actors and business: A quantitative assessment of their emission reduction impact*, United Nations Environment Programme (UNEP), Nairobi 2015, https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/9753/-Climate_commitments_of_subnational_actors_and_business_A_quantitative_assessment_of_their_emission_reduction_impacts-2015unep-2015-climate-commitment.pdf?sequence=3&isAllowed=y

SITE INTERNET ET ARTICLES EN LIGNE

Site de la plateforme Climate Initiative Platform, <http://climateinitiativesplatform.org/index.php/Welcome>, consulté le 15/01/2021

Site de la plateforme Global Climate Action Portal, <https://climateaction.unfccc.int/>, consulté le 15/01/2021

Site du One Planet Summit, <https://www.oneplanetsummit.fr/>, consulté le 15/01/2021

Site du UN75 Forum Global Governance, <https://www.platformglobalsecurityjusticegovernance.org/un75-global-forum-partnerships/>, consulté le 15/01/2021

Site de la Commission Européenne concernant l'initiative Breakthrough Energy Ventures Europe, 29 mai 2019, https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_19_2770, consulté le 03/03/2021 suite aux échanges avec la coalition

Site officiel du gouvernement du Canada présentant l'initiative Breakthrough Energy Solutions Canada, 25/02/2021, <https://www.nrcan.gc.ca/science-and-data/funding-partnerships/funding-opportunities/funding-grants-incentives/energy-innovation-program/breakthrough-energy-solutions-canada/21913>, consulté le 03/03/2021 suite aux échanges avec la coalition

Site officiel du gouvernement du Canada présentant les investissements de l'initiative Breakthrough Energy Solutions Canada, 11/12/2020, <https://www.nrcan.gc.ca/science-data/funding-opportunities/funding-grants-incentives/energy-innovation-program/breakthrough-energy-solutions-ca/breakthrough-energy-solutions-canada-forum-2020/22531>, consulté le 03/03/2021 suite aux échanges avec la coalition

SOURCES POUR LA COALITION BREAKTHROUGH ENERGY COALITION

Page de la coalition sur la plateforme *Climate Initiative Platform*, http://climateinitiativesplatform.org/index.php/Breakthrough_Energy_Coalition, consultée le 15/01/2021

Page de la coalition sur le portail *Global Climate Action Portal*, <https://climateaction.unfccc.int/views/cooperative-initiative-details.html?id=10>, consultée le 15/01/2021

Page de la coalition sur le site internet du One Planet Summit, <https://www.oneplanetsummit.fr/les-coalitions-82/breakthrough-energy-venture-bev-98>, consultée le 15/01/2021

Page sur le site internet de la coalition concernant ses thématiques de travail,

<https://www.breakthroughenergy.org/our-challenge/the-challenges>, consultée le 15/01/2021

Page sur le site internet de la coalition concernant son histoire, <https://www.breakthroughenergy.org/our-story/our-story>, consultée le 15/01/2021

Page sur le site internet de la coalition concernant son équipe, <https://www.breakthroughenergy.org/team/our-team>, consultée le 03.03.2021 suite aux échanges avec la coalition

Page sur le site internet de la coalition concernant ses investissements, <https://www.breakthroughenergy.org/investing-in-innovation/bev-portfolio>, consultée le 03.03.2021 suite aux échanges avec la coalition

SOURCES POUR LA COALITION GLOBAL ALLIANCE FOR CLIMATE SMART AGRICULTURE

Chatrchyan Allison, Berkowitz-Sklar Danielle, Bouchar Sierra, Chan Kelsey, Langley Aaron, Matteoli Federica, Mosquera Losada Maria Rosa, Song Claire, *Scaling-Up Climate-Smart Agriculture (CSA) Globally Through GACSA*, Novembre 2020, http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/gacsa/GACSA_Survey_Report_FINAL.pdf

CIDSE (et autres signataires), *Corporate-smart greenwash: why we reject the global alliance on Climate Smart Agriculture*, 2014, https://www.cidse.org/wp-content/uploads/2014/09/open_letter_against_GACSA.pdf

CIDSE (et autres signataires), *Don't be fooled! Civil society says NO to "Climate Smart Agriculture" and urges decision-makers to support agroecology*, 2015, https://www.cidse.org/wp-content/uploads/2015/09/GACSA_statement_FINAL_17-09-2015_English_1.pdf

Treyer Sébastien, Brun Matthieu, Aubert Pierre-Marie, *Ensuring transparency and accountability of the Global Alliance for Climate Smart Agriculture in the perspective of COP21*, 2015, <https://www.iddri.org/sites/default/files/import/publications/pb0315.pdf>

GACSA, *Annual Report 01 January - 31 December 2015*, 2015, http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/gacsa/AF/ISC/GACSA_Annual_report_2015_final.pdf

GACSA, *EEAG Work Plan 2016-2017*, <http://www.fao.org/3/a-bp496e.pdf>

GACSA, *Framework document*, 01.09.2015, <http://www.fao.org/3/a-au667e.pdf>

GACSA, *Governance and structure*, 09.03.2015, <http://www.fao.org/3/a-au668e.pdf>

GACSA, *GACSA Status Report January - June 2017, Juin 2017*, <http://www.fao.org/3/a-bt172e.pdf>

GACSA, *Strategic Plan 2018 - 2022*, August 2018, <http://www.fao.org/3/CA1216EN/ca1216en.pdf>

Page de la coalition sur la plateforme *Climate Initiative Platform*, http://climateinitiativesplatform.org/index.php/Global_Alliance_for_Climate-Smart_Agriculture, consultée le 15/01/2021

Page sur le site internet concernant la coprésidence de la coalition, <http://www.fao.org/gacsa/about/co-chairs/en/>, consultée le 15/01/2021

Page sur le site internet de la coalition concernant la structure et réunissant les notes des réunions du comité stratégique et les documents de gouvernance, <http://www.fao.org/gacsa/about/structure/en/>, consultée le 15/01/2021

Page sur le site internet de la coalition concernant le Groupe Savoir et Action (*Action Knowledge working group*), <http://www.fao.org/gacsa/action-groups/kag/en/>, consultée le 15/01/2021

Page sur le site internet de la coalition concernant ses membres, <http://www.fao.org/gacsa/members/members-list/en/>, consultée le 15/01/2021

Page sur le site internet de la coalition concernant son histoire, <http://www.fao.org/gacsa/about/en/>, consultée le 15/01/2021

Page sur le site internet de la coalition concernant ses publications, <http://www.fao.org/gacsa/resources/gacsa-csa-documents/en/>, consultée le 15/01/2021

Page sur le site internet de la coalition concernant ses rapports internes, <http://www.fao.org/gacsa/resources/en/>, consultée le 15/01/2021

Page sur le site internet de la coalition concernant ses webinaires, <http://www.fao.org/gacsa/webinars/en/>, consultée le 15/01/2021

Chaîne Youtube de la Global Alliance for Climate Smart Agriculture, *GACSA Channel*, <https://www.youtube.com/channel/UCebFtDkLHIdiaZqliqf/videos>, consultée le 03/03/2021 suite aux échanges avec la coalition

SOURCES POUR LA COALITION INTERNATIONAL SOLAR ALLIANCE

Agence française de Développement, page de suivi des engagements sur la plateforme du One Planet Summit (dont la coalition *International Solar Alliance*), <https://www.afd.fr/fr/actualites/one-planet-summit-suivez-la-realisation-de-nos-engagements>, consultée le 15/01/2021

ISA, *"Aide-Mémoire for Expert Level Visit to Niger for Pre-Feasibility Study of Solar Pumps, Rooftop and Mini-Grid Projects by International Solar Alliance Secretariat held from 05-09 August, 2019"*, 2019, <https://isolaralliance.org/uploads/docs/b9602cf0073ce891902a0a7aba1d1ef.pdf>

ISA, *Framework Agreement on the establishment of the International Solar Alliance*, 2015, <https://isolaralliance.org/uploads/docs/04519cec12c15e9bc80ad92b3c-b10e.pdf>

ISA, *ISA Annual Report 2019*, 2019 <https://isolaralliance.org/uploads/docs/c0541cff095d489defcc0d03c1e767a.pdf>

ISA, *ISA Annual Report 2020*, 2021, <https://isolaralliance.org/uploads/docs/f01746dcca18e5c5f2fd9206f76ed.pdf>

Page de la coalition sur la plateforme *Climate Initiative Platform*, http://climateinitiativesplatform.org/index.php/International_Solar_Alliance, consultée le 15/01/2021

Page de la coalition sur le portail *Global Climate Action Portal*, <https://climateaction.unfccc.int/views/cooperative-initiative-details.html?id=37>, consultée le 15/01/2021

Page de la coalition sur le site internet du One Planet Summit, <https://www.oneplanetsummit.fr/les-coalitions-82/alliance-solaire-internationale-asi-89>, consultée le 15/01/2021

Page sur le site internet de la coalition concernant la troisième Assemblée générale, <https://isolaralliance.org/governance/third-assembly>, consultée le 15/01/2021

Page sur le site internet de la coalition concernant le comité exécutif, <https://isolaralliance.org/about/steering-committees>, consultée le 15/01/2021

Page sur le site internet de la coalition concernant les comités régionaux et thématiques, <https://isolaralliance.org/governance/committees>, consultée le 15/01/2021

Page sur le site internet de la coalition concernant son histoire, <https://isolaralliance.org/about/background>, consultée le 15/01/2021

Page sur le site internet de la coalition concernant ses membres, <https://isolaralliance.org/membership/countries>, consultée le 15/01/2021

Page sur le site internet de la coalition concernant ses partenaires, <https://isolaralliance.org/partners/organisations>, consultée le 15/01/2021

Page sur le site internet de la coalition concernant ses rapports d'activités, <https://isolaralliance.org/publications/activity-reports>, consultée le 15/01/2021

Page sur le site internet de la coalition concernant ses rapports de visites de terrain, <https://isolaralliance.org/publications/team-mission-reports>, consultée le 15/01/2021



annexes

1.
**Échanges avec
les équipes des trois
coalitions**

Breakthrough Energy Coalition

Par manque de temps, la coalition Breakthrough Energy n'a pas répondu à la plupart des questions du Réseau Action Climat – France. Cependant, quelques éléments de réponses officiels ont été communiqués par mail et intégrés dans l'évaluation de la coalition.

Sujets traités	Éléments de réponses
Histoire de la coalition / objectifs	<p><i>Breakthrough Energy</i> a été fondée en 2015 : sa première initiative, le fond <i>Breakthrough Energy Ventures</i>, vise à investir dans des entreprises innovantes, qui ont le potentiel d'aider l'économie mondiale à se décarboner.</p> <p>Depuis la création de <i>Breakthrough Energy Ventures</i>, <i>Breakthrough Energy</i> a développé davantage d'initiatives. Par exemple, en Europe (Breakthrough Energy – Ventures Europe) et au Canada (Breakthrough Energy Solutions Canada, avec de plus amples informations sur ce lien).</p> <p><i>Breakthrough Energy Ventures – Europe</i> est sur le point d'annoncer son premier investissement. D'autres investissements devraient être communiqués durant l'année 2021⁶³.</p>
Listes des investissements de la coalition	<p>https://www.breakthroughenergy.org/investing-in-innovation/bev-portfolio</p>
Gouvernance	<p>En ce qui concerne la gouvernance, la coalition fonctionne comme un réseau d'initiatives, coordonnée par une équipe et une direction. Cette équipe est présentée sur le site web⁶⁴.</p>

⁶³. Traduit de l'anglais par l'auteur, "Breakthrough Energy was founded in 2015, and the first BE initiative was a fund called Breakthrough Energy Ventures, which seeks to invest in groundbreaking companies that have the potential to help the world economy decarbonize. Since the creation of Breakthrough Energy Ventures, Breakthrough Energy has been developing more initiatives, both across the United States as well as in Europe (for example, [Breakthrough Energy – Ventures Europe](#)) and in Canada (for example, [Breakthrough Energy Solutions Canada](#) and [more information here as well](#)). Breakthrough Energy Ventures – Europe is about to announce its first investment. Two others should follow soon after, and several more are in the pipeline before the end of the year.", E-Mail du 12 février 2021

⁶⁴. Traduit de l'anglais par l'auteur, "As for governance, we operate as a network of initiatives with staff and leadership whom you can see on the staff page on the [website](#)", E-Mail du 19 février 2021

⁶⁵. Le formulaire a été traduit de l'anglais par l'auteur, ainsi que les éléments de réponses transmis pendant l'entretien zoom.

Global Alliance for Climate Smart Agriculture

Le Réseau Action Climat-France a pu bénéficier d'un échange sur Zoom avec la Chargée de communication de la coalition. Ne pouvant pas répondre à toutes les questions de gouvernance et d'évaluation, le Réseau Action Climat-France a envoyé un formulaire de questions devant être transmis à toute l'équipe du secrétariat de la coalition. Par manque de temps, le formulaire n'a pas été retourné avec les réponses. Voici les questions qui ont été posées, ainsi que les premiers éléments de réponses fournis lors de l'échange sur Zoom par la Chargée de communication de la coalition⁶⁵.

Sujets traités	Questions du Réseau Action Climat-France	Réponses/Commentaires
Liens avec la société civile	Comment organisez-vous la participation de la société civile dans la coalition ? Assurez-vous sa représentation dans chaque groupe de travail, dans chaque réunion et dans les processus de décision de la coalition ?	L'implication de la société civile dans les prises de décision au sein de la coalition pourrait être améliorée. Le secrétariat travaille actuellement sur une nouvelle stratégie pour les impliquer davantage.
	Quelles organisations de la société civile impliquez-vous dans les activités de la coalition : ONG internationales, ONG locales, représentants des communautés locales ?	Pas d'éléments de réponse
	En plus des organisations de la société civile au sein de la coalition, il y a aussi des ONGs qui se mobilisent à l'extérieur, contre l'agriculture intelligente face au climat. À ses débuts, la coalition organisait des réunions avec ces ONGs contestataires. Depuis 2017/2018, il n'y a plus de dialogue. Y a-t-il une volonté au sein de la communauté / du secrétariat de la coalition de relancer ces dialogues ?	La coalition souhaite également relancer le dialogue, c'est plutôt un souci de capacité du secrétariat : pas d'assurance que l'équipe ait le temps de coordonner des dialogues cette année.
Questions de fond	Quelle est votre définition de l'agriculture intelligente face au climat ?	La coalition utilise les trois piliers définis par la FAO. Cependant, la réponse devait être complétée par le reste du secrétariat.
Gouvernance	L'énoncé suivant résume-t-il bien les différents organes de la coalition et ces fonctions ? <ul style="list-style-type: none"> • Secrétariat (<i>Facilitation Unit</i>) : coordination et organisation des activités de la coalition • Assemblée Générale (<i>Annual Forum</i>) : Lignes directrices et décisions phares de l'année • Comité stratégique (<i>Strategic committee</i>) : organe de décision au quotidien • Groupes de travail : permettent aux membres de s'impliquer dans des discussions / activités selon des thématiques particulières. Ils sont dirigés par des "Co-Leaders", qui sont des membres responsables de l'avancée des travaux des groupes. 	Ces informations sont tirées de l'entretien avec la chargée de communication, dont la confirmation devait être donnée par le reste du secrétariat.
	Quels sont les membres inclus dans le comité stratégique et quels sont les membres dans chaque groupe de travail respectif ?	Pas d'éléments de réponse
	Avez-vous des critères de sélection des membres de la coalition ? Comment assurez-vous que les nouveaux membres correspondent à la vision et au travail de la coalition ?	Pas d'éléments de réponse
	Avez-vous des critères d'exclusion si un de vos membres ne respecte plus la vision ou les objectifs de la coalition ?	Pas d'éléments de réponse
	Qui finance la coalition ? Avez-vous un rapport financier plus récent que celui de 2015 ?	Les financements sont fondés sur le volontariat des membres à contribuer. La réponse devait être complétée par le reste du secrétariat.

Activités	Est-il exact que les activités de la coalition sont principalement l'organisation d'événements, la sensibilisation et la formation, le développement d'expertise et le plaidoyer ?	Pas d'éléments de réponses
	Quels sont les livrables concrets de la coalition, en plus des webinaires, des événements et de la production de rapports ?	Pas d'éléments de réponses
Évaluation / Suivi	À ses débuts, la coalition faisait preuve d'un système de suivi plutôt robuste, avec des rapports d'activités pour chaque groupe de travail et un rapport annuel général. Ces documents n'ont pas été renouvelés depuis 2017/2018, pourquoi ?	Il y a un manque de capacités du secrétariat pour coordonner le suivi de toutes les activités de la coalition. Un rapport annuel est prévu pour 2021 Des informations sont cependant accessibles sur la chaîne YouTube ⁶⁶ de la coalition (notamment les différents événements publics organisés par la coalition).
	Concernant les groupes de travail, les "co-leaders" sont-ils responsables du suivi des activités de leur groupe ? Pourquoi ce suivi a cessé à partir de 2017 ?	Pas d'éléments de réponses
	Par exemple, le groupe "Créer un environnement favorable" (<i>Enabling Environment Action Group</i>) a-t-il tenté de mesurer si, depuis 2014, la coalition a pu créer des environnements favorables au développement de l'agriculture intelligente face au climat ? Si oui, comment ?	Pas d'éléments de réponses
	En plus des tentatives de suivi des activités de la coalition, avez-vous un système pour évaluer son impact ? Si oui, quels sont les résultats et sont-ils disponibles en ligne ? Sinon, pourquoi ce travail d'évaluation n'est-il pas fait ?	Pas d'éléments de réponse
	La coalition est enregistrée sur la plateforme multi-acteurs <i>Climate Initiative Platform</i> : pourquoi est-elle inscrite sur cette plateforme, et mettez-vous les informations à jour tous les ans par exemple ?	Pas d'éléments de réponse

66. Chaîne Youtube de la Global Alliance for Climate Smart Agriculture, GACSA Channel, <https://www.youtube.com/channel/UCeBtFfDxLHIdiaZqtiqf/videos>, consultée le 03/03/2021

International Solar Alliance

Dans le cas de la coalition International Solar Alliance, des échanges (par e-mail et par zoom) ont eu lieu au cours des mois janvier et février 2021, entre la responsable initiatives internationales multi-acteurs du Réseau Action Climat-France et la directrice Communication et Stratégie du secrétariat de la coalition.

Sujets traités	Questions du Réseau Action Climat-France	Réponses de la coalition
Statut de la coalition	La coalition n'est composée que d'États en tant que membres et signataires. Pourquoi ne pas intégrer d'autres acteurs, comme il s'agit d'une coalition multi-acteurs ?	L'Alliance Solaire Internationale est souvent citée aux côtés des coalitions multi-acteurs, mais elle est en fait une organisation internationale : son statut est donc différent de la plupart des coalitions, et les décisions peuvent être prises uniquement par les États. Cependant, nous travaillons avec de nombreux acteurs en tant que partenaires.
Processus de prise de décision	Comment s'articulent les différents organes de la coalition (secrétariat, assemblée générale, comité permanent, comités régionaux et thématiques) ?	Le secrétariat coordonne le travail de la coalition et organise les réunions et les travaux communs. L'Assemblée générale a lieu une fois par an et permet aux États de fixer les grandes priorités et axes de travail de l'alliance. Le comité permanent est l'organe de prise de décision au quotidien. Enfin, les comités régionaux permettent d'identifier les besoins par région, et d'organiser des événements et formations spécialisés. Les comités thématiques ont été supprimés en 2019, apportant plutôt de l'éparpillement qu'une aide de coordination.
Rôle des partenaires	Quel est le rôle exact des partenaires de la coalition ?	Les partenaires ne prennent pas de décision pour la coalition, mais nous soutiennent dans nos programmes. Nous organisons des événements et des formations avec beaucoup de partenaires institutionnels, comme l'Institut National de l'Énergie Solaire, l'Union Européenne et la Banque Européenne d'Investissement par exemple. Nous sommes aussi en partenariat avec le secteur privé, notamment à travers une "Task Force" qui travaille avec le comité "International Committee of Chambers of Industry and Business", co-piloté par le MEDEF et le Syndicat des Énergies Renouvelables pour les acteurs français. Côté indien, les co-pilotes sont la <i>Confederation of Indian Industry</i> et la <i>Federation of Indian Chambers of Commerce and Industry</i> . Il s'agit pour le moment surtout d'échanges et de dialogues. Enfin, nous avons des liens avec quelques fondations (comme la <i>Rockefeller Foundation</i> , <i>Shakti Foundation</i> , <i>Schneider Electric Foundation</i> , ou bien encore la <i>MacArthur Foundation</i>).
Participation de la société civile	<p>1° La société civile est-elle présente dans la prise de décision de la coalition ? Comment est-elle impliquée dans les activités de la coalition ? Quelles sociétés civiles sont représentées / consultées par la coalition ? Y a-t-il des consultations avec des groupes représentants des communautés locales ?</p> <p>2° Est-il envisageable que l'alliance impose un cadre plus clair aux États membres dans leurs projets solaires, et exige l'intégration des demandes de la société civile locale dans leur politique publique ?</p>	<p>1° Comme expliqué plus haut, l'alliance est une organisation internationale et seulement les États y prennent des décisions. Il faut reconnaître que la société civile est peu impliquée dans les activités de l'alliance. La coalition est entrée en vigueur seulement en décembre 2017 : depuis lors, la gouvernance a été très longue à développer, de même que les contributions financières et techniques pour mettre l'alliance sur pied. D'autre part, les conditions de mise en œuvre de projets solaires sont décidées par les États mêmes, et non par l'alliance. Mais la société civile reste un acteur clé pour la transition énergétique et nous souhaitons travailler plus en détail sur son implication. Par ailleurs, nous avons entamé des coopérations pour soutenir l'implication des populations locales, notamment avec le <i>Barefoot College</i>, qui forme des femmes illettrées à devenir des techniciennes solaires dans plus d'une centaine de pays.</p> <p>2° C'est justement un des axes que nous souhaitons développer, car il serait effectivement possible que l'alliance ait plus de recommandations auprès de ses membres sur le sujet.</p>

<p>Projets de mise en œuvre</p>	<p>Il est difficile de comprendre l'impact des projets solaires de l'Alliance. Quels sont-ils ? Combien ont été réalisés à ce jour ?</p>	<p>L'alliance n'est pas pensée pour mettre en œuvre directement des projets solaires. Elle accompagne les démarches des États afin de lever des fonds pour de tels projets. Par exemple, les rapports de faisabilité de technologies solaires sur le site internet faisaient partie d'un programme de soutien pour les États. Le but n'était pas que l'alliance solaire mette ensuite le projet en place, mais plutôt de montrer aux États bénéficiaires ce qui est faisable ou non. C'est ensuite à l'État même de décider s'il met en œuvre son projet solaire, avec quels partenaires etc.</p>
--	--	---

2.

**Schéma du rapport
*Global Warming of
1.5°C* concernant les
liens entre les Objectifs
de Développement
Durable et différentes
mesures d'atténuation**

Sustainable development implications of alternative mitigation choices for 1.5°C pathways

deployment of specific mitigation measures can interact in various ways with SDGs

- + potential synergies with SDG achievement
- risk of trade-offs with SDG achievement
- + both risk of trade-offs and potential for synergies
- neutral or no direct interaction identified in the literature

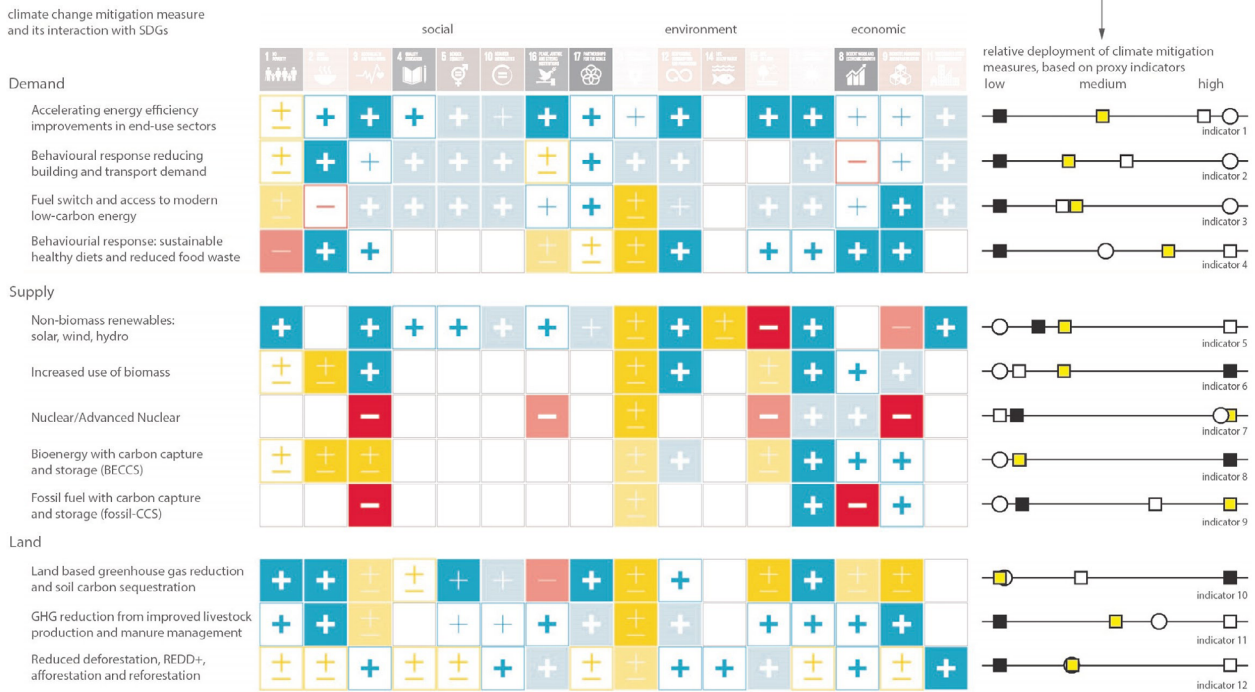
a level of confidence is assigned based on scientific evidence

bold symbols indicate where all available evidence suggests a similar interaction - see Chapter 5

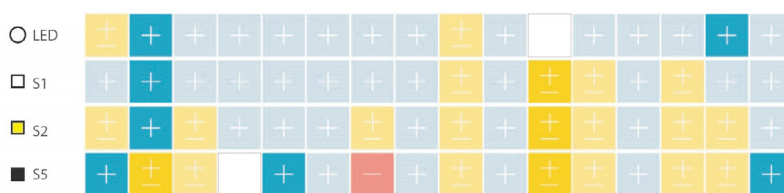
- + low confidence
- low confidence
- + medium confidence
- medium confidence
- + high confidence
- high confidence

SDG interaction per mitigation measure and scale of deployment in pathway archetypes

pathways vary in their portfolio of mitigation measures, here illustrated by the four archetype pathways (LED, S1, S2, S5) which vary in their societal developments and mitigation strategies to achieve a 1.5°C-consistent emission pathway (see Section 2.1)



this leads to different relative scenario SDG risk and synergy profiles for each respective pathway archetype



combining the relative deployment of climate mitigation measures and their SDG interactions results in SDG synergy and risk profiles, which allow to assess the relative desirability of a mitigation pathway strategy in the context of sustainable development

Légende : Interactions entre les mesures d'atténuation et les Objectifs de Développement Durable, disponible sur le site du GIEC (https://www.ipcc.ch/sr15/graphics/#cid_457) et dans le chapitre 2 du rapport *Global Warming of 1.5°C* page 156.

Tout au long des chapitres 2 et 5 du rapport, les limites des technologies de séquestration et de stockage du carbone sont détaillées, notamment à la page 125, où il est expliqué qu'elles impliquent l'utilisation des terres (ce qui pourrait réduire les terres agricoles et avoir des impacts sociaux pour les populations locales) mais aussi des risques de fuites de carbone. De manière générale, comme précisé page 157, les plans climatiques qui prévoient une utilisation relativement faible des technologies de séquestration et de stockage du carbone montrent plus de synergies avec les ODD. Ils priorisent la réduction de la demande énergétique, le changement des comportements, des modes de consommation durables, des régimes alimentaires sains etc. Dans le chapitre 5 du rapport, à partir de la page 481, les effets (positifs et négatifs) de chaque technologie sont détaillés. La question des dangers pour la santé humaine y sont mentionnés, notamment concernant les hausses localisées d'émissions de gaz à effet de serre dans le domaine du charbon (page 485).

Concernant le nucléaire, le chapitre 5 du rapport (notamment à la page 461) démontre que cette technologie aura des impacts négatifs pour plusieurs ODD, par exemple l'objectif 16 avec le risque de prolifération du nucléaire et donc l'atteinte à la paix dans le monde. C'est aussi le cas pour le numéro 3 à cause des risques pour la santé humaine liés à la radioactivité et aux catastrophes nucléaires. Ces risques sont également détaillés à la page 485.

Ces constats sont illustrés par le schéma ci-dessus par des émoticônes rouges avec le signe moins en face de ces technologies (entourées en rouge). C'est pourquoi le Réseau Action Climat-France, dans ses évaluations, n'a pas accordé de point au critère de durabilité si les coalitions soutenaient ces technologies. La réduction de la consommation d'énergie et les changements de comportements (entourés en bleu) ne récoltent pas d'émoticônes rouges et font preuve de synergies quasi totales avec les ODD. Ces mesures sont donc à privilégier, tout comme les énergies renouvelables.

Le Réseau Action Climat-France invite le lecteur ou la lectrice à lire en détail les chapitres 2, 4 et 5 du rapport *Global Warming of 1.5°C* pour de plus amples détails sur les effets négatifs de certaines mesures d'atténuation face aux changements climatiques. Comme cela a été mentionné plus tôt dans le texte, des notes de position du réseau sur la séquestration du carbone dans les sols, le nucléaire ou encore l'agriculture intelligente face au climat sont à consulter en ligne⁶⁷.

⁶⁷. Pour aller plus loin sur les positions du Réseau Action Climat-France sur le nucléaire, veuillez consulter la publication *Le nucléaire, un pari risqué face à l'urgence climatique*, février 2021, <https://reseauactionclimat.org/wp-content/uploads/2021/02/reseau-action-climat-livret-nucleaire-final.pdf>. Pour les positions sur la séquestration du carbone, le Réseau Action Climat-France a publié un état des connaissances concernant la séquestration de carbone dans les sols agricoles : *Séquestration du carbone dans les sols agricoles en France*, Novembre 2019, <https://reseauactionclimat.org/wp-content/uploads/2019/12/carbone-v5-web.pdf>. Pour aller plus loin sur les positions du Réseau Action Climat-France sur l'agriculture intelligente face au climat, veuillez consulter la note suivante : *L'agriculture de précision : un modèle aux antipodes de la transition écologique et sociale*, 2 Septembre 2020, <https://reseauactionclimat.org/wp-content/uploads/2020/09/notes-rac-agriculture-de-precision.pdf>

3.

**Tableau du rapport
*Agroecological approaches
and other innovations for
sustainable agriculture and
food systems that enhance
food security and nutrition*
concernant les différentes
caractéristiques des
modèles agricoles**

Table 4 Comparison of different innovative approaches towards SFSs for FSN

Characteristic	Agroecological and related approaches					Sustainable intensification and related approaches			
	Agroecology	Organic Agriculture	Agroforestry	Permaculture	Food sovereignty	Sustainable intensification	Climate smart agriculture	Nutrition sensitive agriculture	Sustainable food value chains
Resource efficiency									
Regenerative production, recycling and efficiency	Dark	Dark	Dark	Dark	Dark	Light	Light	No evidence	No evidence
Biodiversity, synergy and integration	Dark	Dark	Dark	Dark	Dark	Light	Light	Dark	Dark
Resilience									
Economic diversification versus specialisation	Dark	Dark	Dark	Dark	Dark	Light	Light	Dark	Dark
Climate adaptation and mitigation	Light	Light	Light	Light	Light	Dark	Dark	Light	Light
Social equity/responsibility									
Knowledge generation and technology transfer	Dark	Dark	Dark	Dark	Dark	Light	Light	Light	Light
Human and social values: Equity	Dark	Dark	Dark	Dark	Dark	Light	Light	Dark	Dark
Human and social values: Labour versus capital intensification	Dark	Dark	Dark	Dark	Dark	Light	Light	Dark	Dark
Connectivity (value chains/circular economies) versus globalization	Dark	Dark	Dark	Dark	Dark	Light	Light	Dark	Dark
Governance: rights, democratization and participation	Dark	Dark	Dark	Dark	Dark	Light	Light	Light	Light

Note: The table uses the characteristics as defined in previous Table 3. The grey-scale intensity of the cells represents the evaluation of the HLPE based on the evidence about the approaches set out in this chapter and in Appendix 1. This gradient does not convey any value judgement, but simply locates where along a defined continuum each approach lies. The methodology is explicit and could be repeated by others or against different evidence bases resulting in different grey-scale intensity in the different cells.

Légende : Comparaison entre les différents modèles d'agriculture et leurs caractéristiques, disponible dans le rapport *Agroecological and other innovative approaches for sustainable agriculture and food systems that enhance food security and nutrition* page 63.

Ce tableau permet de comprendre si les caractéristiques de chaque modèle d'agriculture contribuent à la transition écologique. La colonne de gauche liste différents critères, comme celui du recyclage, la protection de la biodiversité, le transfert du savoir ou encore le renforcement de la démocratie. Les autres colonnes affichent différents modèles agricoles comme l'agroécologie ou l'agriculture intelligente face au climat. Plus les cases sont foncées, plus il y a de synergies entre les modèles agricoles et les critères pour renforcer la transition écologique.

Le modèle agroécologique possède plus de ses synergies que celui de l'agriculture intelligente face au climat. Au-delà des questions d'adaptation et d'atténuation face aux changements climatiques, l'agroécologie est plus pertinente sur des aspects de durabilité : elle soutient un transfert des savoirs locaux, encourage le développement de la démocratie, protège mieux la biodiversité et utilise plus efficacement les ressources.

L'agriculture intelligente face au climat apporte des réponses de court terme, avec des impacts pas toujours positifs et surtout très locaux et ponctuels. Cela peut aider des agriculteurs et agricultrices dans certains contextes, mais c'est à peine le pansement dont ils ont besoin pour faire face aux changements climatiques. Il faut soigner la plaie, et pour cela, l'agroécologie est une meilleure solution qui s'inscrit dans la durabilité, le respect des populations locales et de leur savoir-faire, ainsi que la protection de la biodiversité.

4.

**Détail de la notation
des trois coalitions**

Axes et Critères	Breakthrough Energy Coalition	Global Alliance for Climate Smart Agriculture	International Solar Alliance
AXE 1 : Objectifs			
Objectif quantitatif, avec temporalité	Oui (0,83)	Non (0)	Oui (0,83)
Communication sur l'atteinte des objectifs fixés	Non (0)	Pas de mise à jour depuis 2016 (0)	Incomplet (0,415)
Les activités et objectifs de la coalition sont considérés comme durables : ils n'entraînent pas de conséquences environnementales, sociales ou économiques négatives	Peu d'information sur les activités et promotion de technologies considérées non durables par le Réseau Action Climat-France (0)	L'agriculture intelligente face au climat n'est pas considérée comme durable par le Réseau Action Climat-France (0)	Pas assez d'information sur l'implication des bénéficiaires et populations impactées pour les projets solaires (0,415)
TOTAL AXE 1	0,83 point	0 point	1,66 point
AXE 2 : Inclusivité			
Publication en ligne des membres et de leur rôle dans la coalition	Pas d'information (0)	Incomplet (0,313)	Oui (0,625)
Minimum deux types d'acteurs différents représentés parmi les membres	Pas d'information (0)	Oui (0,625)	Non (0)
Représentation de la société civile	Pas d'information (0)	Oui (0,625)	Non (0)
Représentation équilibrée des pays développés et en développement	Pas d'information (0)	Oui (0,625)	Oui (0,625)
TOTAL AXE 2	0 point	2,2 points	1.25 point
Axe 3 : Gouvernance			
Tous les organes de la coalition sont visibles et leurs fonctions sont explicites	Incomplet (0,25)	Oui (0,5)	Incomplet (0,25)
L'organe de décision se réunit au moins une fois par an (ex : Assemblée générale) et ses relevés de décision sont publiés et accessibles publiquement	Pas d'information (0)	Pas de mise à jour depuis 2017 (0)	Oui (0,5)
Au minimum, la coalition possède un organe de coordination (avec une équipe propre de soutien), un organe de décision, une charte et un plan de travail. Elle organise des réunions régulières et fournit son bilan financier	Pas d'information (0)	Oui (0,5)	Oui (0,5)
Les décisions et les notes prises pendant les réunions de la coalition sont accessibles	Pas d'information (0)	Pas de mise à jour depuis 2017 (0)	Incomplet (0,25)
Les informations sur le financement de la coalition et sur l'usage des fonds sont accessibles	Pas d'information (0)	Pas de mise à jour depuis 2016 (0)	Oui (0,5)
TOTAL AXE 3	0,25 point	1 point	2 points
Axe 4 : Évaluation			
La coalition assure sa communication par un site internet	Oui (0,625)	Oui (0,625)	Oui (0,625)
La coalition fait état de ses activités et assure le suivi de ses projets Elle doit livrer les informations suivantes : dates, montant et sources de financement, rapports ou notes de synthèse sur le projet ou l'activité, participant.e.s et/ou bénéficiaires, objectifs et résultats	Incomplet, seulement certains projets financés sont présentés et les informations restent trop limitées (pas de montant de financements, de suivi daté etc.) (0,313)	Incomplet, notamment en ce qui concerne le montant et les sources de financement de chaque projet, et aucun rapport d'activité depuis 2017 (0,313)	Incomplet, notamment concernant le nombre de bénéficiaires (0,313)

<p>La coalition procure des informations sur l'atteinte de ses objectifs Elle doit livrer les informations suivantes : résultats atteints par année, impact réel de ses activités (nombres de bénéficiaires, émissions de gaz à effet de serre réduites, nombre d'événements organisés avec nombre de participant.e.s, retombées d'une campagne, nombre de partenaires ayant reçu son label, relevés des rendez-vous institutionnels de plaidoyer), selon ses activités</p>	Non (0)	Non (0)	Incomplet, notamment concernant l'impact des événements organisés, le nombre de bénéficiaires ou encore les émissions évitées grâce à la coalition. (0,313)
<p>La coalition est inscrite sur au moins une plateforme onusienne, sur laquelle toutes les informations demandées sont renseignées</p>	Informations incomplètes (0,313)	Informations incomplètes (0,313)	Informations incomplètes (0,313)
TOTAL AXE 4	1,213 point	1,3 point	1,6 point
Point bonus échanges			1 point
TOTAL	2,29 points	4,5 points	7,51 points

Le Réseau Action Climat-France, fédération de 35 associations nationales et locales, lutte contre les causes des changements climatiques, de l'échelle internationale à l'échelle locale. Il est le représentant français du Climate Action Network International (CAN-I), réseau mondial de plus de 1300 ONG.

Il couvre l'ensemble des secteurs responsables du dérèglement climatique : les transports, la production d'énergie, l'agriculture et l'alimentation, l'habitat, et travaille à l'élaboration de mesures alternatives et ambitieuses pour lutter contre les changements climatiques et ses impacts.

COURRIEL : contact@reseauactionclimat.org

REMERCIEMENTS : Nous remercions les personnes suivantes pour leurs précieux commentaires et contributions : Anne Bringault, Antoine Maudinet, Armelle Le Comte, Jeanne-Maureen Jorand, Lucile Dufour, Manon Castagné, Raphaëlle Gauthier, Emmanuel Bernard et Mathilde Lebourgeois.



Cette publication a été réalisée grâce à l'appui financier du Ministère de la Transition Écologique, de l'Agence française de développement et de l'Ademe. Les contenus présentés et les opinions exprimées sont celles du Réseau Action Climat-France. Elles n'engagent ni la responsabilité ni les positions de ses partenaires et services associés

N°ISBN : 978-2-919083-43-5

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée pour des fins d'évaluation.

Avril 2021

Le Réseau Action Climat fédère les associations impliquées dans la lutte contre le dérèglement climatique

